

This is Google's cache of <http://www2.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Docid=4580265&file=4>. It is a snapshot of the page as it appeared on Jun 5, 2010 04:59:27 GMT. The [current page](#) could have changed in the meantime. [Learn more](#)

These terms only appear in links pointing to this page: <http://www2.parl.gc.ca/housepublications/publication.aspx/docid/4580265>

[Text-only version](#)



Section Home

[Français](#) • [Table of Contents](#) • [Print format](#)

C-32

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

## BILL C-32

An Act to amend the Copyright Act

FIRST READING, JUNE 2, 2010

MINISTER OF INDUSTRY

90566

C-32

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## PROJET DE LOI C-32

Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur

PREMIÈRE LECTURE LE 2 JUIN 2010

MINISTRE DE L'INDUSTRIE

### SUMMARY

This enactment amends the *Copyright Act* to

- (a) update the rights and protections of copyright owners to better address the challenges and opportunities of the Internet, so as to be in line with international standards;
- (b) clarify Internet service providers' liability and make the enabling of online copyright infringement itself an infringement of copyright;
- (c) permit businesses, educators and libraries to make greater use of copyright material in digital form;
- (d) allow educators and students to make greater use of copyright material;
- (e) permit certain uses of copyright material by consumers;
- (f) give photographers the same rights as other creators;
- (g) ensure that it remains technologically neutral; and
- (h) mandate its review by Parliament every five years.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:  
<http://www.parl.gc.ca>

3rd Session, 40th Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

### SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le droit d'auteur* pour :

- a) mettre à jour les droits et les mesures de protection dont bénéficient les titulaires du droit d'auteur, en conformité avec les normes internationales, afin de mieux tenir compte des défis et des possibilités créés par Internet;
- b) clarifier la responsabilité des fournisseurs de services Internet et ériger en violation du droit d'auteur le fait de faciliter la commission de telles violations en ligne;
- c) permettre aux entreprises, aux enseignants et aux bibliothèques de faire un plus grand usage de matériel protégé par le droit d'auteur sous forme numérique;
- d) permettre aux enseignants et aux élèves de faire un plus grand usage de matériel protégé par le droit d'auteur;
- e) permettre aux consommateurs de faire certains usages de matériel protégé par le droit d'auteur;
- f) conférer aux photographes des droits égaux à ceux conférés aux autres créateurs;
- g) éliminer la spécificité technologique des dispositions de la loi;
- h) prévoir un examen quinquennal de la loi par les parlementaires.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :  
<http://www.parl.gc.ca>

3<sup>e</sup> session, 40<sup>e</sup> législature,  
59 Elizabeth II, 2010

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-32

## PROJET DE LOI C-32

An Act to amend the Copyright Act

Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur

Preamble

Whereas the *Copyright Act* is an important marketplace framework law and cultural policy instrument that, through clear, predictable and fair rules, supports creativity and innovation and affects many sectors of the knowledge economy;

Whereas advancements in and convergence of the information and communications technologies that link communities around the world present opportunities and challenges that are global in scope for the creation and use of copyright works or other subject-matter;

Whereas in the current digital era copyright protection is enhanced when countries adopt coordinated approaches, based on internationally recognized norms;

Whereas those norms are reflected in the World Intellectual Property Organization Copyright Treaty and the World Intellectual Property Organization Performances and Phonograms Treaty, adopted in Geneva in 1996;

Whereas those norms are not wholly reflected in the *Copyright Act*;

Whereas the exclusive rights in the *Copyright Act* provide rights holders with recognition, remuneration and the ability to assert their rights, and some limitations on those rights exist to further enhance users' access to copyright works or other subject-matter;

Whereas the Government of Canada is committed to enhancing the protection of copyright works or other subject-matter, including through the recognition of technological protection measures, in a manner that promotes culture and innovation, competition and investment in the Canadian economy;

And whereas Canada's ability to participate in a knowledge economy driven by innovation and network connectivity is fostered by encouraging the use of digital technologies for research and education;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

## SHORT TITLE

Short title 1. This Act may be cited as the *Copyright Modernization Act*.

R.S., c. C-42

## COPYRIGHT ACT

R.S., c. 10 (4th Supp.), s. 1(3); 1994, c. 47, s. 56(3)

**2. (1) The definitions "moral rights" and "treaty country" in section 2 of the *Copyright Act* are replaced by the following:**

"moral rights"  
« droits moraux »

"moral rights" means the rights described in subsections 14.1(1) and 17.1(1);

"treaty country"  
« pays signataire »

"treaty country" means a Berne Convention country, UCC country, WCT country or WTO Member;

**(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

"WCT country"  
« pays partie au traité de l'ODA »

"WCT country" means a country that is a party to the WIPO Copyright Treaty, adopted in Geneva on December 20, 1996;

"WPPT country"  
« pays partie au traité de l'OIEP »

"WPPT country" means a country that is a party to the WIPO Performances and Phonograms Treaty, adopted in Geneva on December 20, 1996;

**3. Section 2.4 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

Clarification

(1.1) For the purposes of this Act, communication of a work or other subject-matter to the public by telecommunication includes making it available to the

Attendu :

que la *Loi sur le droit d'auteur* est une loi-cadre importante du marché et un instrument indispensable de la politique culturelle qui, au moyen de règles claires, prévisibles et équitables, favorise la créativité et l'innovation et touche de nombreux secteurs de l'économie du savoir;

que le développement et la convergence des technologies de l'information et des communications qui relient les collectivités du monde entier présentent des possibilités et des défis qui ont une portée mondiale pour la création et l'utilisation des oeuvres ou autres objets du droit d'auteur protégés;

que la protection du droit d'auteur, à l'ère numérique actuelle, est renforcée lorsque les pays adoptent des approches coordonnées, fondées sur des normes reconnues à l'échelle internationale;

que ces normes sont incluses dans le Traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur le droit d'auteur et dans le Traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, adoptés à Genève en 1996;

que ces normes ne se trouvent pas toutes dans la *Loi sur le droit d'auteur*;

que les droits exclusifs prévus par la *Loi sur le droit d'auteur* permettent à ceux qui en bénéficient d'obtenir une reconnaissance et une rémunération et leur donnent la faculté d'exercer leurs droits et que les restrictions relatives à ceux-ci servent à faciliter aux utilisateurs l'accès aux oeuvres ou autres objets du droit d'auteur protégés;

que le gouvernement du Canada s'engage à améliorer la protection des oeuvres ou autres objets du droit d'auteur, notamment par la reconnaissance de mesures techniques de protection, d'une façon qui favorise la culture ainsi que l'innovation, la concurrence et l'investissement dans l'économie canadienne;

que le Canada accroîtra sa capacité de participer à une économie du savoir axée sur l'innovation et la connectivité si l'on favorise l'utilisation des technologies numériques dans le domaine de la recherche et de l'éducation,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

## TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la modernisation du droit d'auteur.* Titre abrégé

## LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR

L.R., ch. C-42

**2. (1) Les définitions de « droits moraux » et « pays signataire », à l'article 2 de la *Loi sur le droit d'auteur*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :**

« droits moraux » Les droits visés aux paragraphes 14.1(1) et 17.1(1);

« pays signataire » Pays partie à la Convention de Berne, à la Convention universelle ou au traité de l'ODA, ou membre de l'OMC.

**(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« pays partie au traité de l'ODA » Pays partie au Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur, adopté à Genève le 20 décembre 1996;

« pays partie au traité de l'OIEP » Pays partie au Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, adopté à Genève le 20 décembre 1996;

**3. L'article 2.4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(1.1) Pour l'application de la présente loi, constitue notamment une communication au public par télécommunication le fait de mettre à la disposition du

Préambule

	<p>public by telecommunication in a way that allows a member of the public to have access to it from a place and at a time individually chosen by that member of the public.</p>		<p>public par télécommunication une oeuvre ou un autre objet du droit d'auteur de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.</p>	
	<p>4. Subsection 3(1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of paragraph (h), by adding "and" at the end of paragraph (i) and by adding the following after paragraph (i):</p>		<p>4. Le paragraphe 3(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit :</p>	
	<p>(j) in the case of a work that is in the form of a tangible object, to sell or otherwise transfer ownership of the tangible object, as long as that ownership has never previously been transferred in or outside Canada with the authorization of the copyright owner.</p>		<p>j) s'il s'agit d'une oeuvre sous forme d'un objet tangible, d'effectuer le transfert de propriété, notamment par vente, de l'objet, dans la mesure où la propriété de celui-ci n'a jamais été transférée au Canada ou à l'étranger avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur.</p>	
1994, c. 47, s. 57(1); 1997, c. 24, s. 5(2); 2001, c. 34, s. 34	<p>5. Subsections 5(1.01) to (1.03) of the Act are replaced by the following:</p>		<p>5. Les paragraphes 5(1.01) à (1.03) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p>	1994, ch. 47, par. 57(1); 1997, ch. 24, par. 5(2); 2001, ch. 34, art. 34
Protection for older works	<p>(1.01) For the purposes of subsection (1), a country that becomes a Berne Convention country, a <u>WCT country</u> or a WTO Member after the date of the making or publication of a work is deemed to have been a Berne Convention country, a <u>WCT country</u> or a WTO Member, as the case may be, at that date, subject to subsection (1.02) and sections 33 to 33.2.</p>		<p>(1.01) Pour l'application du paragraphe (1), le pays qui devient un pays partie à la Convention de Berne ou au traité de l'ODA, ou un membre de l'OMC après la date de création ou de publication de l'oeuvre est réputé l'être devenu, selon le cas, à cette date, sous réserve du paragraphe (1.02) et des articles 33 à 33.2.</p>	Présomption
Limitation	<p>(1.02) Subsection (1.01) does not confer copyright protection in Canada on a work whose term of copyright protection in the country referred to in that subsection had expired before that country became a Berne Convention country, a <u>WCT country</u> or a WTO Member, as the case may be.</p>		<p>(1.02) Le paragraphe (1.01) ne confère aucun droit à la protection d'une oeuvre au Canada lorsque la durée de protection accordée par le pays visé a expiré avant que celui-ci ne devienne un pays partie à la Convention de Berne ou au traité de l'ODA, ou un membre de l'OMC, selon le cas.</p>	Réserve
Application of subsections (1.01) and (1.02)	<p>(1.03) Subsections (1.01) and (1.02) apply, and are deemed to have applied, regardless of whether the country in question became a Berne Convention country, a <u>WCT country</u> or a WTO Member before or after the coming into force of those subsections.</p>		<p>(1.03) Les paragraphes (1.01) et (1.02) s'appliquent et sont réputés avoir été applicables, que le pays en question soit devenu un pays partie à la Convention de Berne ou au traité de l'ODA, ou un membre de l'OMC avant ou après leur entrée en vigueur.</p>	Application des paragraphes (1.01) et (1.02)
1997, c. 24, s. 7	<p>6. Section 10 of the Act is repealed.</p>		<p>6. L'article 10 de la même loi est abrogé.</p>	1997, ch. 24, art. 7
1997, c. 24, s. 10(1)	<p>7. Subsection 13(2) of the Act is repealed.</p>		<p>7. Le paragraphe 13(2) de la même loi est abrogé.</p>	1997, ch. 24, par. 10(1)
1997, c. 24, s. 14	<p>8. The headings before section 15 of the Act are replaced by the following:</p>		<p>8. Les intertitres précédant l'article 15 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p>	1997, ch. 24, art. 14
	<p>PART II COPYRIGHT IN <u>PERFORMERS'</u> PERFORMANCES, SOUND RECORDINGS AND COMMUNICATION SIGNALS <u>AND MORAL RIGHTS IN PERFORMERS' PERFORMANCES</u> PERFORMERS' RIGHTS <u>Copyright</u></p>		<p>PARTIE II DROIT D'AUTEUR SUR LES PRESTATIONS, ENREGISTREMENTS SONORES ET SIGNAUX DE COMMUNICATION <u>ET DROITS MORAUX SUR LES PRESTATIONS</u> DROITS DE L'ARTISTE-INTERPRÈTE <u>Droit d'auteur</u></p>	
	<p>9. (1) Section 15 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</p>		<p>9. (1) L'article 15 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</p>	
Copyright in performer's performance	<p>(1.1) Subject to subsections (2.1) and (2.2), a performer's copyright in the performer's performance consists of the sole right to do the following acts in relation to the performer's performance or any substantial part of it and to authorize any of those acts:</p> <p>(a) if it is not fixed,</p> <p>(i) to communicate it to the public by telecommunication,</p> <p>(ii) to perform it in public, if it is communicated to the public by telecommunication otherwise than by communication signal, and</p> <p>(iii) to fix it in any material form;</p> <p>(b) if it is fixed in a sound recording, to reproduce that fixation;</p> <p>(c) to rent out a sound recording of it;</p> <p>(d) to make a sound recording of it available to the public by telecommunication in a way that allows a member of the public to have access to the sound recording from a place and at a time individually chosen by that member of the public and to communicate the sound recording to the public by telecommunication in that way; and</p> <p>(e) if it is fixed in a sound recording that is in the form of a tangible object, to sell or otherwise transfer ownership of the tangible object, as long as that ownership has never previously been transferred in or outside Canada with the authorization of the owner of the copyright in the performer's performance.</p>		<p>(1.1) Sous réserve des paragraphes (2.1) et (2.2), l'artiste-interprète a un droit d'auteur qui comporte le droit exclusif, à l'égard de sa prestation ou de toute partie importante de celle-ci :</p> <p>a) si elle n'est pas déjà fixée :</p> <p>(i) de la communiquer au public par télécommunication,</p> <p>(ii) de l'exécuter en public lorsqu'elle est ainsi communiquée autrement que par signal de communication,</p> <p>(iii) de la fixer sur un support matériel quelconque;</p> <p>b) de la reproduire lorsqu'elle a été fixée au moyen d'un enregistrement sonore;</p> <p>c) d'en louer l'enregistrement sonore;</p> <p>d) d'en mettre l'enregistrement sonore à la disposition du public et de le lui communiquer, par télécommunication, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement;</p> <p>e) lorsque la prestation est fixée au moyen d'un enregistrement sonore sous forme d'un objet tangible, d'effectuer le transfert de propriété, notamment par vente, de l'objet, dans la mesure où la propriété de celui-ci n'a jamais été transférée au Canada ou à l'étranger avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur sur la prestation.</p>	Droit d'auteur sur la prestation
	<p>(2) Section 15 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):</p>		<p>Il a aussi le droit d'autoriser ces actes.</p> <p>(2) L'article 15 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de qui suit :</p>	

Conditions for copyright	<p><u>(2.1) Subsection (1.1) applies if</u></p> <p><u>(a) the performer's performance takes place in Canada;</u></p> <p><u>(b) the performer's performance is fixed in</u></p> <p><u>(i) a sound recording whose maker, at the time of its first fixation,</u></p> <p><u>(A) was a Canadian citizen or permanent resident as defined in subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i>, in the case of a natural person, or</u></p> <p><u>(B) had its headquarters in Canada, in the case of a corporation, or</u></p> <p><u>(ii) a sound recording whose first publication in a quantity sufficient to satisfy the reasonable demands of the public occurred in Canada, or</u></p> <p><u>(c) the performer's performance is transmitted at the time of its performance by a communication signal broadcast from Canada by a broadcaster that has its headquarters in Canada.</u></p> <p><b>(3) Section 15 of the Act is amended by adding the following before subsection (3):</b></p> <p><u>(2.2) Subsection (1.1) also applies if</u></p> <p><u>(a) the performer's performance takes place in a WPPT country;</u></p> <p><u>(b) the performer's performance is fixed in</u></p> <p><u>(i) a sound recording whose maker, at the time of its first fixation,</u></p> <p><u>(A) was a citizen or permanent resident of a WPPT country, in the case of a natural person, or</u></p> <p><u>(B) had its headquarters in a WPPT country, in the case of a corporation, or</u></p> <p><u>(ii) a sound recording whose first publication in a quantity sufficient to satisfy the reasonable demands of the public occurred in a WPPT country; or</u></p> <p><u>(c) the performer's performance is transmitted at the time of its performance by a communication signal broadcast from a WPPT country by a broadcaster that has its headquarters in that country.</u></p> <p><b>(4) Section 15 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</b></p> <p><u>(4) The first publication of a sound recording is deemed to have occurred in a WPPT country, despite an earlier publication elsewhere, if the interval between the publication in that WPPT country and the earlier publication does not exceed 30 days.</u></p> <p><b>10. The Act is amended by adding the following after section 17:</b></p> <p><i>Moral Rights</i></p> <p><b>17.1 (1) In the cases referred to in subsections 15(2.1) and (2.2), a performer of a live aural performance or a performance fixed in a sound recording has, subject to subsection 28.2(1), the right to the integrity of the performance, and — in connection with an act mentioned in subsection 15(1.1) or one for which the performer has a right to remuneration under section 19 — the right, if it is reasonable in the circumstances, to be associated with the performance as its performer by name or under a pseudonym and the right to remain anonymous.</b></p> <p><b>(2) Moral rights may not be assigned but may be waived in whole or in part.</b></p> <p><b>(3) An assignment of copyright in a performer's performance does not by itself constitute a waiver of any moral rights.</b></p> <p><b>(4) If a waiver of any moral right is made in favour of an owner or a licensee of a copyright, it may be invoked by any person authorized by the owner or licensee to use the performer's performance, unless there is an indication to the contrary in the waiver.</b></p>	<p><u>(2.1) Le paragraphe (1.1) s'applique lorsque la prestation, selon le cas :</u></p> <p><u>a) est exécutée au Canada;</u></p> <p><u>b) est fixée au moyen d'un enregistrement sonore dont le producteur, lors de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada, ou est fixée au moyen d'un enregistrement sonore dont la première publication en quantité suffisante pour satisfaire la demande raisonnable du public a eu lieu au Canada;</u></p> <p><u>c) est transmise en direct par signal de communication émis à partir du Canada par un radiodiffuseur dont le siège social est situé au Canada.</u></p> <p><b>(3) L'article 15 de la même loi est modifié par adjonction, avant le paragraphe (3), de ce qui suit :</b></p> <p><u>(2.2) Le paragraphe (1.1) s'applique également lorsque la prestation, selon le cas :</u></p> <p><u>a) est exécutée dans un pays partie au traité de l'OIEP;</u></p> <p><u>b) est fixée au moyen d'un enregistrement sonore dont le producteur, lors de la première fixation, soit est un citoyen ou un résident permanent d'un pays partie au traité de l'OIEP, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social dans un tel pays, ou est fixée au moyen d'un enregistrement sonore dont la première publication en quantité suffisante pour satisfaire la demande raisonnable du public a eu lieu dans un pays partie au traité de l'OIEP;</u></p> <p><u>c) est transmise en direct par signal de communication émis à partir d'un pays partie au traité de l'OIEP par un radiodiffuseur dont le siège social est situé dans le pays d'émission.</u></p> <p><b>(4) L'article 15 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :</b></p> <p><u>(4) Est réputé avoir été publié pour la première fois dans un pays partie au traité de l'OIEP l'enregistrement sonore qui y est publié dans les trente jours qui suivent sa première publication dans un autre pays.</u></p> <p><b>10. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 17, de ce qui suit :</b></p> <p><i>Droits moraux</i></p> <p><b>17.1 (1) Dans les cas visés aux paragraphes 15(2.1) et (2.2), l'artiste-interprète a, sous réserve du paragraphe 28.2(1), le droit à l'intégrité de sa prestation sonore exécutée en direct ou de sa prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore et, à l'égard de tout acte mentionné au paragraphe 15(1.1) ou pour lequel il a droit à une rémunération en vertu de l'article 19, le droit, compte tenu des usages raisonnables, de revendiquer la création de la prestation, même sous pseudonyme, ainsi que le droit à l'anonymat.</b></p> <p><b>(2) Les droits moraux sont incessibles; ils sont toutefois susceptibles de renonciation, en tout ou en partie.</b></p> <p><b>(3) La cession du droit d'auteur sur la prestation de l'artiste-interprète n'emporte pas renonciation automatique aux droits moraux.</b></p> <p><b>(4) La renonciation au bénéfice du titulaire du droit d'auteur ou du détenteur d'une licence peut, à moins d'une stipulation contraire, être invoquée par quiconque est autorisé par l'un ou l'autre à utiliser la prestation.</b></p>	Autres conditions
Conditions for copyright			Autres conditions
Publication			Publication
Moral rights			Droits moraux
No assignment of moral rights			Incessibilité
No waiver by assignment			Portée de la cession
Effect of waiver			Effet de la renonciation
Application and term			Application et durée
Succession			Décès

	<p><u>(b) if there is not a specific bequest of those moral rights and the performer dies testate in respect of the copyright in the performer's performance, the person to whom that copyright is bequeathed; or</u></p> <p><u>(c) if there is not a person as described in paragraph (a) or (b), the person entitled to any other property in respect of which the performer dies intestate.</u></p>	
Subsequent succession	<p><u>(3) Subsection (2) applies, with any modifications that the circumstances require, on the death of any person who holds moral rights.</u></p>	<p><u>(3) Le paragraphe (2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à toute dévolution subséquente.</u></p>
Copyright in sound recordings	<p><b>11. (1) Section 18 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</b></p> <p><u>(1.1) Subject to subsections (2.1) and (2.2), a sound recording maker's copyright in the sound recording also includes the sole right to do the following acts in relation to the sound recording or any substantial part of it and to authorize any of those acts:</u></p> <p><u>(a) to make it available to the public by telecommunication in a way that allows a member of the public to have access to it from a place and at a time individually chosen by that member of the public and to communicate it to the public by telecommunication in that way; and</u></p> <p><u>(b) if it is in the form of a tangible object, to sell or otherwise transfer ownership of the tangible object, as long as that ownership has never previously been transferred in or outside Canada with the authorization of the owner of the copyright in the sound recording.</u></p> <p><b>(2) Subsection 18(2) of the Act is replaced by the following:</b></p> <p>(2) Subsection (1) applies only if</p> <p>(a) at the <u>time</u> of the first fixation or, if that first fixation was extended over a considerable period, during any substantial part of that period, the maker of the sound recording</p> <p>(i) was a Canadian citizen or permanent resident as defined in subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i>,</p> <p>(ii) <u>was</u> a citizen or permanent resident of a Berne Convention country, a Rome Convention country, a WPPT country or a country that is a WTO Member, or</p> <p><u>(iii) had its headquarters in one of those countries, in the case of a corporation; or</u></p> <p>(b) the first publication of the sound recording in a quantity <u>sufficient</u> to satisfy the reasonable demands of the public occurred in any country referred to in paragraph (a).</p> <p><b>(3) Section 18 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):</b></p> <p><u>(2.1) Subsection (1.1) applies if</u></p> <p><u>(a) at the time of the first fixation or, if that first fixation was extended over a considerable period, during any substantial part of that period, the maker of the sound recording</u></p> <p><u>(i) was a Canadian citizen or permanent resident as defined in subsection 2(1) of the Immigration and Refugee Protection Act; or</u></p> <p><u>(ii) had its headquarters in Canada, in the case of a corporation; or</u></p> <p><u>(b) the first publication of the sound recording in a quantity sufficient to satisfy the reasonable demands of the public occurred in Canada.</u></p> <p><b>(4) Section 18 of the Act is amended by adding the following before subsection (3):</b></p> <p><u>(2.2) Subsection (1.1) also applies if</u></p> <p><u>(a) at the time of the first fixation or, if that first fixation was extended over a considerable period, during any substantial part of that period, the maker of the sound recording</u></p> <p><u>(i) was a citizen or permanent resident of a WPPT country; or</u></p> <p><u>(ii) had its headquarters in a WPPT country, in the case of a corporation; or</u></p> <p><u>(b) the first publication of the sound recording in a quantity sufficient to satisfy the reasonable demands of the public occurred in a WPPT country.</u></p>	<p><b>11. (1) L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</b></p> <p><u>(1.1) Sous réserve des paragraphes (2.1) et (2.2), le droit d'auteur du producteur d'un enregistrement sonore comporte également le droit exclusif, à l'égard de la totalité ou de toute partie importante de celui-ci :</u></p> <p><u>a) de le mettre à la disposition du public et de le lui communiquer, par télécommunication, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement;</u></p> <p><u>b) lorsque l'enregistrement sonore est sous forme d'un objet tangible, d'effectuer le transfert de propriété, notamment par vente, de l'objet, dans la mesure où la propriété de celui-ci n'a jamais été transférée au Canada ou à l'étranger avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur sur l'enregistrement sonore.</u></p> <p><u>Le producteur a aussi le droit d'autoriser ces actes.</u></p> <p><b>(2) Le paragraphe 18(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p>(2) Le paragraphe (1) s'applique uniquement lorsque, selon le cas :</p> <p>a) le producteur, lors de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ou un citoyen ou un résident permanent d'un pays partie à la Convention de Berne, à la Convention de Rome ou au traité de l'OIEP, ou membre de l'OMC, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada ou dans un tel pays, ou, si la première fixation s'étend sur une période considérable, en a été un citoyen ou un résident permanent ou y a eu son siège social pendant une partie importante de cette période;</p> <p>b) la première <u>publication</u> de l'enregistrement sonore en quantité suffisante pour satisfaire la demande raisonnable du public <u>a eu lieu</u> dans tout pays visé à l'alinéa a).</p> <p><b>(3) L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :</b></p> <p><u>(2.1) Le paragraphe (1.1) s'applique lorsque, selon le cas :</u></p> <p><u>a) le producteur, lors de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada, ou, si la première fixation s'étend sur une période considérable, en a été un citoyen ou un résident permanent ou y a eu son siège social pendant une partie importante de cette période;</u></p> <p><u>b) la première publication de l'enregistrement sonore en quantité suffisante pour satisfaire la demande raisonnable du public a eu lieu au Canada.</u></p> <p><b>(4) L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction, avant le paragraphe (3), de ce qui suit :</b></p> <p><u>(2.2) Le paragraphe (1.1) s'applique également lorsque, selon le cas :</u></p> <p><u>a) le producteur, lors de la première fixation, soit est un citoyen ou un résident permanent d'un pays partie au traité de l'OIEP, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social dans un tel pays, ou, si la première fixation s'étend sur une période considérable, en a été un citoyen ou un résident permanent ou y a eu son siège social pendant une partie importante de cette période;</u></p> <p><u>b) la première publication de l'enregistrement sonore en quantité suffisante pour satisfaire la demande raisonnable du public a eu lieu dans un pays partie au traité de l'OIEP.</u></p>
Conditions for copyright		<p>Conditions</p>
Conditions for copyright		<p>Autres conditions</p>
Conditions for copyright		<p>Autres conditions</p>

	<b>(5) Section 18 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</b>	<b>(5) L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :</b>	
Publication	<u>(4) The first publication of a sound recording is deemed to have occurred in a WPPT country, despite an earlier publication elsewhere, if the interval between the publication in that WPPT country and the earlier publication does not exceed 30 days.</u>	<u>(4) Est réputé avoir été publié pour la première fois dans un pays partie au traité de l'OIEP l'enregistrement sonore qui y est publié dans les trente jours qui suivent sa première publication dans un autre pays.</u>	Publication
1997, c. 24, s. 14	<b>12. (1) Subsection 19(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>12. (1) Le paragraphe 19(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 14
Right to remuneration — Canada	<b>19. (1) If a sound recording has been published, the performer and maker are entitled, subject to subsection 20(1), to be paid equitable remuneration for its performance in public or its communication to the public by telecommunication, except for a communication in the circumstances referred to in paragraph 15(1.1)(d) or 18(1.1)(a) and any retransmission.</b>	<b>19. (1) Sous réserve du paragraphe 20(1), l'artiste-interprète et le producteur ont chacun droit à une rémunération équitable pour l'exécution en public ou la communication au public par télécommunication — à l'exclusion de la communication visée aux alinéas 15(1.1)(d) ou 18(1.1)(a) et de toute retransmission — de l'enregistrement sonore publié.</b>	Droit à rémunération : Canada
Right to remuneration — Rome Convention country	<u>(1.1) If a sound recording has been published, the performer and maker are entitled, subject to subsections 20(1.1) and (2), to be paid equitable remuneration for its performance in public or its communication to the public by telecommunication, except for any retransmission.</u>	<u>(1.1) Sous réserve des paragraphes 20(1.1) et (2), l'artiste-interprète et le producteur ont chacun droit à une rémunération équitable pour l'exécution en public ou la communication au public par télécommunication — à l'exclusion de toute retransmission — de l'enregistrement sonore publié.</u>	Droit à rémunération : pays partie à la Convention de Rome
Right to remuneration — WPPT country	<b>(2) Section 19 of the Act is amended by adding the following before subsection (2):</b> <u>(1.2) If a sound recording has been published, the performer and maker are entitled, subject to subsections 20(1.2) and (2.1), to be paid equitable remuneration for its performance in public or its communication to the public by telecommunication, except for a communication in the circumstances referred to in paragraph 15(1.1)(d) or 18(1.1)(a) and any retransmission.</u>	<b>(2) L'article 19 de la même loi est modifié par adjonction, avant le paragraphe (2), de ce qui suit :</b> <u>(1.2) Sous réserve des paragraphes 20(1.2) et (2.1), l'artiste-interprète et le producteur ont chacun droit à une rémunération équitable pour l'exécution en public ou la communication au public par télécommunication — à l'exclusion de la communication visée aux alinéas 15(1.1)(d) ou 18(1.1)(a) et de toute retransmission — de l'enregistrement sonore publié.</u>	Droit à rémunération : pays partie au traité de l'OIEP
1997, c. 24, s. 14	<b>(3) The portion of subsection 19(2) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>(3) Le passage du paragraphe 19(2) de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 14
Royalties	<b>(2) For the purpose of providing the remuneration mentioned in this section, a person who performs a published sound recording in public or communicates it to the public by telecommunication is liable to pay royalties</b>	<b>(2) For the purpose of providing remuneration mentioned in this section, a person who performs a published sound recording in public or communicates it to the public by telecommunication is liable to pay royalties</b>	Royalties
Deemed publication — Canada	<b>13. The Act is amended by adding the following after section 19:</b> <b>19.1</b> Despite subsection 2.2(1), a sound recording that has been made available to the public by telecommunication in a way that allows a member of the public to access it from a place and at a time individually chosen by that member of the public, or that has been communicated to the public by telecommunication in that way, is deemed to have been published for the purposes of subsection 19(1).	<b>13. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 19, de ce qui suit :</b> <b>19.1</b> Malgré le paragraphe 2.2(1), s'il a été mis à la disposition du public ou lui a été communiqué, par télécommunication, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement, l'enregistrement sonore est réputé, pour l'application du paragraphe 19(1), avoir été publié.	Assimilation : Canada
Deemed publication — WPPT country	<b>14. The Act is amended by adding the following before section 20:</b> <b>19.2</b> Despite subsection 2.2(1), a sound recording that has been made available to the public by telecommunication in a way that allows a member of the public to access it from a place and at a time individually chosen by that member of the public, or that has been communicated to the public by telecommunication in that way, is deemed to have been published for the purposes of subsection 19(1.2).	<b>14. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 20, de ce qui suit :</b> <b>19.2</b> Malgré le paragraphe 2.2(1), s'il a été mis à la disposition du public ou lui a été communiqué, par télécommunication, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement, l'enregistrement sonore est réputé, pour l'application du paragraphe 19(1.2), avoir été publié.	Assimilation : pays partie au traité de l'OIEP
1997, c. 24, s. 14; 2001, c. 27, s. 238(1)	<b>15. (1) Subsection 20(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>15. (1) Le paragraphe 20(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 14; 2001, ch. 27, par. 238(1)
Conditions — Canada	<b>20. (1) The right to remuneration conferred by subsection 19(1) applies only if</b> <b>(a)</b> the maker was, at the date of the first fixation, a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> or, if a corporation, had its headquarters in Canada; or <b>(b)</b> all the fixations done for the sound recording occurred in Canada.	<b>20. (1) Le droit à rémunération conféré par le paragraphe 19(1) ne peut être exercé que si, selon le cas :</b> <b>a)</b> le producteur, à la date de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> , soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada; <b>b)</b> toutes les fixations réalisées en vue de la confection de l'enregistrement sonore ont eu lieu au Canada.	Conditions : Canada
Conditions — Rome Convention country	<b>(1.1) The right to remuneration conferred by subsection 19(1.1) applies only if</b> <b>(a)</b> the maker was, at the date of the first fixation, a citizen or permanent resident of a Rome Convention country or, if a corporation, had its headquarters in a Rome Convention country; or <b>(b)</b> all the fixations done for the sound recording occurred in a Rome Convention country.	<b>(1.1) Le droit à rémunération conféré par le paragraphe 19(1.1) ne peut être exercé que si, selon le cas :</b> <b>a)</b> le producteur, à la date de la première fixation, soit est un citoyen ou un résident permanent d'un pays partie à la Convention de Rome, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social dans un tel pays; <b>b)</b> toutes les fixations réalisées en vue de la confection de l'enregistrement sonore ont eu lieu dans un pays partie à la Convention de Rome.	Conditions : pays partie à la Convention de Rome

Conditions — WPPT country	<p><b>(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following before subsection (2):</b></p> <p><u>(1.2) The right to remuneration conferred by subsection 19(1.2) applies only if</u></p> <p><u>(a) the maker was, at the date of the first fixation, a citizen or permanent resident of a WPPT country or, if a corporation, had its headquarters in a WPPT country; or</u></p> <p><u>(b) all the fixations done for the sound recording occurred in a WPPT country.</u></p>	<p><b>(2) L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction, avant le paragraphe (2), de ce qui suit :</b></p> <p><u>(1.2) Le droit à rémunération conféré par le paragraphe 19(1.2) ne peut être exercé que si, selon le cas :</u></p> <p><u>a) le producteur, à la date de la première fixation, soit est un citoyen ou un résident permanent d'un pays partie au traité de l'OIEP, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social dans un tel pays;</u></p> <p><u>b) toutes les fixations réalisées en vue de la confection de l'enregistrement sonore ont eu lieu dans un pays partie au traité de l'OIEP.</u></p>	Conditions : pays partie au traité de l'OIEP
2001, c. 27, s. 238(2)	<p><b>(3) Subsection 20(2) of the Act is replaced by the following:</b></p>	<p><b>(3) Le paragraphe 20(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p>	2001, ch. 27, par. 238(2)
Exception — Rome Convention country	<p><b>(2) Despite subsection (1.1), if the Minister is of the opinion that a Rome Convention country does not grant a right to remuneration, similar in scope and duration to that provided by subsection 19(1.1), for the performance in public or the communication to the public of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> or, if a corporation, had its headquarters in Canada, the Minister may, by a statement published in the <i>Canada Gazette</i>, limit the scope and duration of the protection for sound recordings whose first fixation is done by a maker who is a citizen or permanent resident of that country or, if a corporation, has its headquarters in that country.</b></p>	<p><b>(2) Malgré le paragraphe (1.1), s'il est d'avis qu'un pays partie à la Convention de Rome n'accorde pas de droit à rémunération semblable, en ce qui concerne l'étendue et la durée, à celui prévu au paragraphe 19(1.1), pour l'exécution en public ou la communication au public d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la <i>Gazette du Canada</i>, limiter l'étendue et la durée de la protection qui sera accordée dans le cas des enregistrements sonores dont la première fixation est effectuée par un producteur citoyen ou résident permanent de ce pays ou, s'il s'agit d'une personne morale, ayant son siège social dans ce pays.</b></p>	Exception : pays à la Convention de Rome
Exception — WPPT country	<p><b>(4) Section 20 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):</b></p> <p><u>(2.1) Despite subsection (1.2), if the Minister is of the opinion that a WPPT country does not grant a right to remuneration, similar in scope and duration to that provided by subsection 19(1.2), for the performance in public or the communication to the public of a sound recording whose maker, at the date of its first fixation, was a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i> or, if a corporation, had its headquarters in Canada, the Minister may, by a statement published in the <i>Canada Gazette</i>, limit the scope and duration of the protection for sound recordings whose first fixation is done by a maker who is a citizen or permanent resident of that country or, if a corporation, has its headquarters in that country.</u></p>	<p><b>(4) L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :</b></p> <p><u>(2.1) Malgré le paragraphe (1.2), s'il est d'avis qu'un pays partie au traité de l'OIEP n'accorde pas de droit à rémunération semblable, en ce qui concerne l'étendue et la durée, à celui prévu au paragraphe 19(1.2), pour l'exécution en public ou la communication au public d'un enregistrement sonore dont le producteur, à la date de la première fixation, soit est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>, soit, s'il s'agit d'une personne morale, a son siège social au Canada, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la <i>Gazette du Canada</i>, limiter l'étendue et la durée de la protection qui sera accordée dans le cas des enregistrements sonores dont la première fixation est effectuée par un producteur citoyen ou résident permanent de ce pays ou, s'il s'agit d'une personne morale, ayant son siège social dans ce pays.</u></p>	Exception : pays partie au traité de l'OIEP
1997, c. 24, s. 14	<p><b>(5) Subsection 20(3) of the Act is replaced by the following:</b></p>	<p><b>(5) Le paragraphe 20(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p>	1997, ch. 24, art. 14
Exception	<p><b>(3) If so requested by a country that is a party to the North American Free Trade Agreement, the Minister may, by a statement published in the <i>Canada Gazette</i>, grant the right to remuneration conferred by subsection 19(1.1) to performers or makers who are nationals of that country and whose sound recordings embody dramatic or literary works.</b></p>	<p><b>(3) Sur demande d'un pays partie à l'Accord de libre-échange nord-américain, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la <i>Gazette du Canada</i>, accorder les avantages conférés par le paragraphe 19(1.1) aux artistes-interprètes ou producteurs ressortissants de ce pays dont les enregistrements sonores sont constitués d'œuvres dramatiques ou littéraires.</b></p>	Exception
1997, c. 24, s. 14; 2001, c. 27, s. 239(1)	<p><b>16. (1) The portion of subsection 22(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b></p>	<p><b>16. (1) Le passage du paragraphe 22(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b></p>	1997, ch. 24, art. 14; 2001, ch. 27, par. 239(1)
Reciprocity	<p><b>22. (1) If the Minister is of the opinion that a country other than a Rome Convention country or a WPPT country grants or has undertaken to grant</b></p>	<p><b>22. (1) Lorsqu'il est d'avis qu'un pays, autre qu'un pays partie à la Convention de Rome ou au traité de l'OIEP, accorde ou s'est engagé à accorder, par traité, convention, contrat ou loi, aux artistes-interprètes et aux producteurs d'enregistrements sonores, ou aux radiodiffuseurs, qui, selon le cas, sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ou, s'il s'agit de personnes morales, ont leur siège social au Canada, essentiellement les mêmes avantages que ceux conférés par la présente partie, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la <i>Gazette du Canada</i>, à la fois :</b></p>	Réciprocité
1997, c. 24, s. 14; 2001, c. 27, s. 239(2)	<p><b>(2) The portion of subsection 22(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b></p>	<p><b>(2) Le passage du paragraphe 22(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b></p>	1997, ch. 24, art. 14; 2001, ch. 27, par. 239(2)
Reciprocity	<p><b>(2) If the Minister is of the opinion that a country other than a Rome Convention country or a WPPT country neither grants nor has undertaken to grant</b></p>	<p><b>(2) Lorsqu'il est d'avis qu'un pays, autre qu'un pays partie à la Convention de Rome ou au traité de l'OIEP, n'accorde pas ni ne s'est engagé à accorder, par traité, convention, contrat ou loi, aux artistes-interprètes et aux producteurs d'enregistrements sonores, ou aux radiodiffuseurs, qui, selon le cas, sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la</i></b></p>	Réciprocité

1997, c. 24, s. 14	<b>17. Subsections 23(1) to (3) of the Act are replaced by the following:</b>	<i>protection des réfugiés</i> ou, s'il s'agit de personnes morales, <u>ont</u> leur siège social au Canada, essentiellement les mêmes avantages que ceux conférés par la présente partie, le ministre peut, en publiant une déclaration dans la <i>Gazette du Canada</i> , à la fois :	1997, ch. 24, art. 14
Term of copyright — performer's performance	<b>23. (1)</b> Subject to this Act, <u>copyright in a performer's performance subsists until the end of 50 years after the end of the calendar year in which the performance occurs. However,</u> <u>(a) if the performance is fixed in a sound recording before the copyright expires, the copyright continues until the end of 50 years after the end of the calendar year in which the first fixation of the performance in a sound recording occurs; and</u> <u>(b) if a sound recording in which the performance is fixed is published before the copyright expires, the copyright continues until the earlier of the end of 50 years after the end of the calendar year in which the first publication of the sound recording occurs and the end of 99 years after the end of the calendar year in which the performance occurs.</u>	<b>17. Les paragraphes 23(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b> <b>23. (1)</b> Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, <u>le droit d'auteur sur la prestation expire à la fin de la cinquantième année suivant l'année civile de son exécution. Toutefois :</u> <u>a) si la prestation est fixée au moyen d'un enregistrement sonore avant l'expiration du droit d'auteur, celui-ci demeure jusqu'à la fin de la cinquantième année suivant l'année civile de la première fixation de la prestation au moyen d'un enregistrement sonore;</u> <u>b) si l'enregistrement sonore au moyen duquel la prestation est fixée est publié avant l'expiration du droit d'auteur, celui-ci demeure jusqu'à la fin de la cinquantième année suivant l'année civile de la première publication de l'enregistrement sonore ou, si elle lui est antérieure, la fin de la quatre-vingt-dix-neuvième année suivant l'année civile de l'exécution de l'oeuvre.</u>	Durée des droits : prestation
Term of copyright — sound recording	<b>(1.1)</b> Subject to this Act, <u>copyright in a sound recording subsists until the end of 50 years after the end of the calendar year in which the first fixation of the sound recording occurs. However, if the sound recording is published before the copyright expires, the copyright continues until the end of 50 years after the end of the calendar year in which the first publication of the sound recording occurs.</u>	<b>(1.1)</b> Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, <u>le droit d'auteur sur l'enregistrement sonore expire à la fin de la cinquantième année suivant l'année civile de sa première fixation; toutefois, s'il est publié avant l'expiration du droit d'auteur, celui-ci demeure jusqu'à la fin de la cinquantième année suivant l'année civile de sa première publication.</u>	Durée du droit : enregistrement sonore
Term of copyright — communication signal	<b>(1.2)</b> Subject to this Act, <u>copyright in a communication signal subsists until the end of 50 years after the end of the calendar year in which the communication signal is broadcast.</u>	<b>(1.2)</b> Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, <u>le droit d'auteur sur le signal de communication expire à la fin de la cinquantième année suivant l'année civile de l'émission du signal.</u>	Durée du droit : signal de communication
Term of right to remuneration	<b>(2)</b> The rights to remuneration conferred on performers and makers by section 19 have the same terms, respectively, as those provided by <u>subsections (1) and (1.1).</u>	<b>(2)</b> Le droit à rémunération de l'artiste-interprète prévu à l'article 19 a une durée identique à celle prévue <u>au paragraphe (1)</u> et celui du producteur, une durée identique à celle prévue <u>au paragraphe (1.1).</u>	Durée du droit à rémunération
Application of subsections (1) to (2)	<b>(3)</b> Subsections (1) <u>to (2)</u> apply whether the fixation, performance or broadcast occurred before or after the coming into force of this <u>section.</u>	<b>(3)</b> Les paragraphes (1) à (2) s'appliquent même <u>si</u> la fixation, l'exécution ou l'émission a eu lieu avant la date d'entrée en vigueur <u>du présent article.</u>	Application des paragraphes (1) à (2)
Clarification	<b>18. Section 27 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):</b>	<b>18. L'article 27 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :</b>	
	<b>(2.1)</b> For greater certainty, a copy made outside Canada does not infringe copyright under subsection (2) if, had it been made in Canada, it would have been made under a limitation or exception under this Act.	<b>(2.1)</b> Il est entendu que la production de l' <u>exemplaire à l'étranger ne constitue pas une violation du droit d'auteur visée au paragraphe (2) dans le cas où, si l'exemplaire avait été produit au Canada, il l'aurait été au titre d'une exception ou restriction prévue par la présente loi.</u>	Précision
Secondary infringement related to lesson	<b>(2.2)</b> It is an infringement of copyright for any person to do any of the following acts with respect to anything that the person knows or should have known is a lesson, as defined in subsection 30.01(1), or a fixation of one: <u>(a) to sell it or to rent it out;</u> <u>(b) to distribute it to an extent that the owner of the copyright in the work or other subject-matter that is included in the lesson is prejudicially affected;</u> <u>(c) by way of trade, to distribute it, expose or offer it for sale or rental or exhibit it in public;</u> <u>(d) to possess it for the purpose of doing anything referred to in any of paragraphs (a) to (c);</u> <u>(e) to communicate it by telecommunication to any person other than a person referred to in paragraph 30.01(3)(a); or</u> <u>(f) to circumvent or contravene any measure taken in conformity with paragraph 30.01(6)(b), (c) or (d).</u>	<b>(2.2)</b> Constitue une violation du droit d'auteur le fait pour une personne d'accomplir tout acte ci-après à l'égard de ce qu'elle sait ou devrait savoir être une leçon au sens du paragraphe 30.01(1) ou la fixation d'une telle leçon : <u>a) la vente ou la location;</u> <u>b) la mise en circulation de façon à porter préjudice au titulaire du droit d'auteur sur l'oeuvre ou tout autre objet du droit d'auteur qui est compris dans la leçon;</u> <u>c) la mise en circulation, la mise ou l'offre en vente ou en location, ou l'exposition en public, dans un but commercial;</u> <u>d) la possession en vue de l'un des actes visés aux alinéas a) à c);</u> <u>e) la communication par télécommunication à toute personne qui n'est pas visée à l'alinéa 30.01(3)a);</u> <u>f) le contournement ou la contravention des mesures prises en conformité avec les alinéas 30.01(6)b), c) ou d).</u>	Violation à une étape ultérieure : leçon
Infringement — provision of services	<b>(2.3)</b> It is an infringement of copyright for a person to provide, by means of the Internet or another digital network, a service that the person knows or should have known is designed primarily to enable acts of copyright infringement if an actual infringement of copyright occurs by means of the Internet or another digital network as a result of the use of that service.	<b>(2.3)</b> Constitue une violation du droit d'auteur le fait pour une personne de fournir sur Internet ou tout autre réseau numérique un service dont elle sait ou devrait savoir qu'il est principalement destiné à faciliter l'accomplissement d'actes qui constituent une violation du droit d'auteur, si une autre personne commet une telle violation sur Internet ou tout autre réseau numérique en utilisant ce service.	Violation relative aux fournisseurs de services
Factors	<b>(2.4)</b> In determining whether a person has infringed copyright under subsection (2.3), the court may consider <u>(a) whether the person expressly or implicitly marketed or promoted the service as one that could be used to enable acts of copyright infringement;</u>	<b>(2.4)</b> Lorsqu'il s'agit de décider si une personne a commis une violation du droit d'auteur prévue au paragraphe (2.3), le tribunal peut prendre en compte les <u>facteurs suivants :</u>	Facteurs

	<p><u>(b) whether the person had knowledge that the service was used to enable a significant number of acts of copyright infringement;</u></p> <p><u>(c) whether the service has significant uses other than to enable acts of copyright infringement;</u></p> <p><u>(d) the person's ability, as part of providing the service, to limit acts of copyright infringement, and any action taken by the person to do so;</u></p> <p><u>(e) any benefits the person received as a result of enabling the acts of copyright infringement; and</u></p> <p><u>(f) the economic viability of the provision of the service if it were not used to enable acts of copyright infringement.</u></p>	<p><u>a) le fait que la personne a fait valoir, même implicitement, dans le cadre de la commercialisation du service ou de la publicité relative à celui-ci, qu'il pouvait faciliter l'accomplissement d'actes qui constituent une violation du droit d'auteur;</u></p> <p><u>b) le fait que la personne savait que le service était utilisé pour faciliter l'accomplissement d'un nombre important de ces actes;</u></p> <p><u>c) le fait que le service a des utilisations importantes, autres que celle de faciliter l'accomplissement de ces actes;</u></p> <p><u>d) la capacité de la personne, dans le cadre de la fourniture du service, de limiter la possibilité d'accomplir ces actes et les mesures qu'elle a prises à cette fin;</u></p> <p><u>e) les avantages que la personne a tirés en facilitant l'accomplissement de ces actes;</u></p> <p><u>f) la viabilité économique de la fourniture du service si celui-ci n'était pas utilisé pour faciliter l'accomplissement de ces actes.</u></p>	
R.S., c. 10 (4th Supp.), s. 6	<b>19. Section 28.1 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>19. L'article 28.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	L.R., ch. 10 (4 <sup>e</sup> suppl.), art. 6
Infringement generally	<b>28.1</b> Any act or omission that is contrary to any of the moral rights of the author of a work <u>or of the performer of a performer's perform-ance</u> is, in the absence of the <u>author's or performer's</u> consent, an infringement of those rights.	<b>28.1</b> Constitue une violation des droits moraux de l'auteur sur son oeuvre <u>ou de l'artiste-interprète sur sa prestation</u> tout fait — acte ou omission — non autorisé et contraire à ceux-ci.	Atteinte aux droits moraux
R.S., c. 10 (4th Supp.), s. 6	<b>20. The portion of subsection 28.2(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>20. Le paragraphe 28.2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	L.R., ch. 10 (4 <sup>e</sup> suppl.), art. 6
Nature of right of integrity	<b>28.2</b> (1) The author's <u>or performer's</u> right to the integrity of a work <u>or performer's perform-ance</u> is infringed only if the work <u>or the performance</u> is, to the prejudice of <u>its author's or performer's</u> honour or reputation,	<b>28.2</b> (1) Il n'y a violation du droit à l'intégrité que si l'oeuvre <u>ou la prestation, selon le cas</u> , est, d'une manière préjudiciable à l'honneur ou à la réputation de l'auteur <u>ou de l'artiste-interprète</u> , déformée, mutilée ou autrement modifiée, ou utilisée en liaison avec un produit, une cause, un service ou une institution.	Nature du droit à l'intégrité
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>21. Section 29 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>21. L'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
Research, private study, etc.	<b>29.</b> Fair dealing for the purpose of research, private study, <u>education, parody or satire</u> does not infringe copyright.	<b>29.</b> L'utilisation équitable d'une oeuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur aux fins d'étude privée, de recherche, <u>d'éducation, de parodie ou de satire</u> ne constitue pas une violation du droit d'auteur.	étude privée, recherche, etc.
	<b>22. The Act is amended by adding the following after section 29.2:</b>	<b>22. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 29.2, de ce qui suit :</b>	
	<u><i>Non-commercial User-generated Content</i></u>	<u><i>Contenu non commercial généré par l'utilisateur</i></u>	
Non-commercial user-generated content	<b>29.21</b> (1) It is not an infringement of copyright for an individual to use an existing work or other <u>subject-matter or copy of one, which has been published or otherwise made available to the public, in the creation of a new work or other subject-matter in which copyright subsists and for the individual — or, with the individual's authorization, a member of their household — to use the new work or other subject-matter or to authorize an intermediary to disseminate it, if</u>	<b>29.21</b> (1) Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour une personne physique, d'utiliser <u>une oeuvre ou tout autre objet du droit d'auteur ou une copie de ceux-ci — déjà publiés ou mis à la disposition du public — pour créer une autre oeuvre ou un autre objet du droit d'auteur protégés et, pour cette personne de même que, si elle les y autorise, celles qui résident habituellement avec elle, d'utiliser la nouvelle oeuvre ou le nouvel objet ou d'autoriser un intermédiaire à le diffuser, si les conditions suivantes sont réunies :</u>	Contenu non commercial généré par l'utilisateur
	<u>(a) the use of, or the authorization to disseminate, the new work or other subject-matter is done solely for non-commercial purposes;</u>	<u>a) la nouvelle oeuvre ou le nouvel objet n'est utilisé qu'à des fins non commerciales, ou l'autorisation de le diffuser n'est donnée qu'à de telles fins;</u>	
	<u>(b) the source — and, if given in the source, the name of the author, performer, maker or broadcaster — of the existing work or other subject-matter or copy of it are mentioned, if it is reasonable in the circumstances to do so;</u>	<u>b) si cela est possible dans les circonstances, la source de l'oeuvre ou de l'autre objet ou de la copie de ceux-ci et, si ces renseignements figurent dans la source, les noms de l'auteur, de l'artiste-interprète, du producteur ou du radiodiffuseur sont mentionnés;</u>	
	<u>(c) the individual had reasonable grounds to believe that the existing work or other subject-matter or copy of it, as the case may be, was not infringing copyright; and</u>	<u>c) la personne croit, pour des motifs raisonnables, que l'oeuvre ou l'objet ou la copie de ceux-ci, avant servi à la création n'était pas contrefait;</u>	
	<u>(d) the use of, or the authorization to disseminate, the new work or other subject-matter does not have a substantial adverse effect, financial or otherwise, on the exploitation or potential exploitation of the existing work or other subject-matter — or copy of it — or on an existing or potential market for it, including that the new work or other subject-matter is not a substitute for the existing one.</u>	<u>d) l'utilisation de la nouvelle oeuvre ou du nouvel objet, ou l'autorisation de le diffuser, n'a aucun effet négatif important, pécuniaire ou autre, sur l'exploitation — actuelle ou éventuelle — de l'oeuvre ou autre objet ou de la copie de ceux-ci avant servi à la création ou sur tout marché actuel ou éventuel à son égard, notamment parce que l'oeuvre ou l'objet nouvellement créé ne peut s'y substituer.</u>	
Definitions	(2) The following definitions apply in subsection (1).	(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (1).	Définitions
"intermediary" « intermédiaire »	"intermediary" means a person or entity who regularly provides space or means for works or other subject-matter to be enjoyed by the public.	« intermédiaire » Personne ou entité qui fournit régulièrement un espace ou des moyens pour permettre au public de voir ou d'écouter des oeuvres ou d'autres objets du droit d'auteur.	« intermédiaire » "intermediary"
"use" « utiliser »	"use" means to do anything that by this Act the owner of the copyright has the sole right to do, other than the right to authorize anything.	« utiliser » S'entend du fait d'accomplir tous actes qu'en vertu de la présente loi seul le titulaire du droit d'auteur a la faculté d'accomplir, sauf celui d'en autoriser	« utiliser » "use"

		<u>l'accomplissement.</u>	
	<u>Reproduction for Private Purposes</u>	<u>Reproduction à des fins privées</u>	
Reproduction for private purposes	<b>29.22 (1)</b> It is not an infringement of copyright for an individual to reproduce a work or other subject-matter or any substantial part of a work or other subject-matter if <i>(a)</i> the copy of the work or other subject-matter from which the reproduction is made is not an infringing copy; <i>(b)</i> the individual legally obtained the copy of the work or other subject-matter from which the reproduction is made, other than by borrowing it or renting it, and owns or is authorized to use the medium or device on which it is reproduced; <i>(c)</i> the individual, in order to make the reproduction, did not circumvent, as defined in section 41, a technological protection measure, as defined in that section, or cause one to be circumvented; <i>(d)</i> the individual does not give the reproduction away; and <i>(e)</i> the reproduction is used only for private purposes.	<b>29.22 (1)</b> Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour une personne physique, de reproduire l'intégralité ou toute partie importante d'une oeuvre ou d'un autre objet du droit d'auteur si les conditions suivantes sont réunies : <i>a)</i> la copie de l'oeuvre ou de l'autre objet du droit d'auteur reproduite n'est pas contrefaite; <i>b)</i> la personne a obtenu la copie légalement, autrement que par emprunt ou location, et soit est propriétaire du support ou de l'appareil sur lequel elle est reproduite, soit est autorisée à l'utiliser; <i>c)</i> elle ne contourne pas ni ne fait contourner une mesure technique de protection, au sens de ces termes à l'article 41, pour faire la reproduction; <i>d)</i> elle ne donne la reproduction à personne; <i>e)</i> la reproduction n'est utilisée qu'à des fins privées.	Reproduction à des fins privées
Meaning of "medium or device"	(2) For the purposes of paragraph (1)(b), a "medium or device" includes digital memory in which a work or subject-matter may be stored for the purpose of allowing the telecommunication of the work or other subject-matter through the Internet or other digital network.	(2) À l'alinéa (1)b), la mention « du support ou de l'appareil » s'entend notamment de la mémoire numérique dans laquelle il est possible de stocker une oeuvre ou un autre objet du droit d'auteur pour en permettre la communication par télécommunication sur Internet ou tout autre réseau numérique.	Définition : support ou appareil
Limitation — audio recording medium	(3) In the case of a work or other subject-matter that is a musical work embodied in a sound recording, a performer's performance of a musical work embodied in a sound recording or a sound recording in which a musical work or a performer's performance of a musical work is embodied, subsection (1) does not apply if the reproduction is made onto an audio recording medium as defined in section 79.	(3) Dans le cas où l'oeuvre ou l'autre objet est l'enregistrement sonore d'une oeuvre musicale ou de la prestation d'une oeuvre musicale ou l'oeuvre musicale, ou la prestation d'une oeuvre musicale fixée au moyen d'un enregistrement sonore, le paragraphe (1) ne s'applique pas si la reproduction est faite sur un support audio, au sens de l'article 79.	Non-application : support audio
Limitation — destruction of reproductions	(4) Subsection (1) does not apply if the individual gives away, rents or sells the copy of the work or other subject-matter from which the reproduction is made without first destroying all reproductions of that copy that the individual has made under that subsection.	(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la personne donne, loue ou vend la copie reproduite sans en avoir au préalable détruit toutes les reproductions faites au titre de ce paragraphe.	Non-application : destruction des reproductions
	<u>Fixing Signals and Recording Programs for Later Listening or Viewing</u>	<u>Fixation d'un signal et enregistrement d'une émission pour écoute ou visionnement en différé</u>	
Reproduction for later listening or viewing	<b>29.23 (1)</b> It is not an infringement of copyright for an individual to fix a communication signal, to reproduce a work or sound recording that is being broadcast or to fix or reproduce a performer's performance that is being broadcast, in order to record a program for the purpose of listening to or viewing it later, if <i>(a)</i> the individual receives the program legally; <i>(b)</i> the individual, in order to record the program, did not circumvent, as defined in section 41, a technological protection measure, as defined in that section, or cause one to be circumvented; <i>(c)</i> the individual makes no more than one recording of the program; <i>(d)</i> the individual keeps the recording no longer than is reasonably necessary in order to listen to or view the program at a more convenient time; <i>(e)</i> the individual does not give the recording away; and <i>(f)</i> the recording is used only for private purposes.	<b>29.23 (1)</b> Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour une personne physique, de fixer un signal de communication, de reproduire une oeuvre ou un enregistrement sonore lorsqu'il est communiqué par radiodiffusion ou de fixer ou de reproduire une prestation lorsqu'elle est ainsi communiquée, afin d'enregistrer une émission pour l'écouter ou la regarder en différé, si les conditions suivantes sont réunies : <i>a)</i> la personne reçoit l'émission de façon licite; <i>b)</i> elle ne contourne pas ni ne fait contourner une mesure technique de protection, au sens de ces termes à l'article 41, pour enregistrer l'émission; <i>c)</i> elle ne fait pas plus d'un enregistrement de l'émission; <i>d)</i> elle ne conserve l'enregistrement que le temps vraisemblablement nécessaire pour écouter ou regarder l'émission à un moment plus opportun; <i>e)</i> elle ne donne l'enregistrement à personne; <i>f)</i> l'enregistrement n'est utilisé qu'à des fins privées.	Fixation ou reproduction pour écoute ou visionnement en différé
Limitation	(2) Subsection (1) does not apply if the individual receives the work, performer's performance or sound recording under an on-demand service.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la personne reçoit l'oeuvre, la prestation ou l'enregistrement sonore dans le cadre de la fourniture d'un service sur demande.	Restriction
Definitions	(3) The following definitions apply in this section.	(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions
"broadcast" « radiodiffusion »	"broadcast" means any transmission of a work or other subject-matter by telecommunication for reception by the public, but does not include a transmission that is made solely for performance in public.	« radiodiffusion » Transmission par télécommunication d'une oeuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur et destinée à être reçue par le public, à l'exception de celle qui est faite uniquement à l'occasion d'une exécution en public.	« radiodiffusion » "broadcast"
"on-demand service" « service sur demande »	"on-demand service" means a service that allows a person to receive works, performer's performances and sound recordings at times of their choosing.	« service sur demande » Service qui permet à la personne de recevoir une oeuvre, une prestation ou un enregistrement sonore au moment qui lui convient.	« service sur demande » "on-demand service"
	<u>Backup Copies</u>	<u>Copies de sauvegarde</u>	
Backup copies	<b>29.24 (1)</b> It is not an infringement of copyright in a work or other subject-matter for a person who owns — or has a licence to use — a copy of the work or subject-matter (in this section referred to as the "source copy") to reproduce the source copy if	<b>29.24 (1)</b> Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour la personne qui est propriétaire de la copie (au présent article appelée « copie originale ») d'une oeuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur, ou qui est titulaire d'une licence en autorisant l'utilisation, de la reproduire si les conditions ci-après sont réunies :	Copies de sauvegarde

	<u>(a) the person does so solely for backup purposes in case the source copy is lost, damaged or otherwise rendered unusable;</u>	<u>a) la reproduction est effectuée exclusivement à des fins de sauvegarde au cas où il serait impossible d'utiliser la copie originale, notamment en raison de perte ou de dommage;</u>	
	<u>(b) the source copy is not an infringing copy;</u>	<u>b) la copie originale n'est pas contrefaite;</u>	
	<u>(c) the person, in order to make the reproduction, did not circumvent, as defined in section 41, a technological protection measure, as defined in that section, or cause one to be circumvented; and</u>	<u>c) la personne ne contourne pas ni ne fait contourner une mesure technique de protection, au sens de ces termes à l'article 41, pour faire la reproduction;</u>	
	<u>(d) the person does not give any of the reproductions away.</u>	<u>d) elle ne donne aucune reproduction à personne.</u>	
Backup copy becomes source copy	<u>(2) If the source copy is lost, damaged or otherwise rendered unusable, one of the reproductions made under subsection (1) becomes the source copy.</u>	<u>(2) Une des reproductions faites au titre du paragraphe (1) est assimilée à la copie originale en cas d'impossibilité d'utiliser celle-ci, notamment en raison de perte ou de dommage.</u>	Assimilation
Destruction	<u>(3) The person shall immediately destroy all reproductions made under subsection (1) after the person ceases to own, or to have a licence to use, the source copy.</u>	<u>(3) La personne est tenue de détruire toutes les reproductions faites au titre du paragraphe (1) dès qu'elle cesse d'être propriétaire de la copie originale ou d'être titulaire de la licence qui en autorise l'utilisation.</u>	Destruction
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>23. (1) Subsection 29.4(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>23. (1) Le paragraphe 29.4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
Reproduction for instruction	<u>29.4 (1) It is not an infringement of copyright for an educational institution or a person acting under its authority for the purposes of education or training on its premises to reproduce a work, or do any other necessary act, in order to display it.</u>	<u>29.4 (1) Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour un établissement d'enseignement ou une personne agissant sous l'autorité de celui-ci, de reproduire une oeuvre pour la présenter visuellement à des fins pédagogiques et dans les locaux de l'établissement et d'accomplir tout autre acte nécessaire pour la présenter à ces fins.</u>	Reproduction à des fins pédagogiques
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>(2) Subsection 29.4(3) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) Le paragraphe 29.4(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
If work commercially available	<u>(3) Except in the case of manual reproduction, the exemption from copyright infringement provided by subsections (1) and (2) does not apply if the work or other subject-matter is commercially available, within the meaning of paragraph (a) of the definition "commercially available" in section 2, in a medium that is appropriate for the purposes referred to in those subsections.</u>	<u>(3) Sauf cas de reproduction manuscrite, les exceptions prévues aux paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas si l'oeuvre ou l'autre objet du droit d'auteur sont accessibles sur le marché — au sens de l'alinéa a) de la définition de ce terme à l'article 2 — sur un support approprié, aux fins visées par ces dispositions.</u>	Accessibilité sur le marché
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>24. (1) Paragraph 29.5(b) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>24. (1) L'alinéa 29.5b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
	<u>(b) the performance in public of a sound recording, or of a work or performer's performance that is embodied in a sound recording, as long as the sound recording is not an infringing copy or the person responsible for the performance has no reasonable grounds to believe that it is an infringing copy;</u>	<u>b) l'exécution en public tant de l'enregistrement sonore que de l'oeuvre ou de la prestation qui le constituent, à condition que l'enregistrement ne soit pas un exemplaire contrefait ou que la personne qui l'exécute n'ait aucun motif raisonnable de croire qu'il s'agit d'un exemplaire contrefait;</u>	
	<b>(2) Section 29.5 of the Act is amended by adding "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after that paragraph:</b>	<b>(2) L'article 29.5 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :</b>	
	<u>(d) the performance in public of a cinematographic work, as long as the work is not an infringing copy or the person responsible for the performance has no reasonable grounds to believe that it is an infringing copy.</u>	<u>d) l'exécution en public d'une oeuvre cinématographique, à condition que l'oeuvre ne soit pas un exemplaire contrefait ou que la personne qui l'exécute n'ait aucun motif raisonnable de croire qu'il s'agit d'un exemplaire contrefait.</u>	
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>25. (1) The portion of subsection 29.6(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>25. (1) Le passage du paragraphe 29.6(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
News and commentary	<u>29.6 (1) It is not an infringement of copyright for an educational institution or a person acting under its authority to</u>	<u>29.6 (1) Les actes ci-après ne constituent pas des violations du droit d'auteur s'ils sont accomplis par un établissement d'enseignement ou une personne agissant sous l'autorité de celui-ci :</u>	Actualités et commentaires
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>(2) Paragraph 29.6(1)(b) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>(2) L'alinéa 29.6(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
	<u>(b) perform the copy in public before an audience consisting primarily of students of the educational institution on its premises for educational or training purposes.</u>	<u>b) les exécutions en public de l'exemplaire devant un auditoire formé principalement d'élèves de l'établissement dans les locaux de l'établissement et à des fins pédagogiques.</u>	
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>(3) Subsection 29.6(2) of the Act is repealed.</b>	<b>(3) Le paragraphe 29.6(2) de la même loi est abrogé.</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
1997, c. 24, s. 18	<b>26. Paragraph 29.9(1)(a) of the Act is repealed.</b>	<b>26. L'alinéa 29.9(1)a) de la même loi est abrogé.</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
	<b>27. The Act is amended by adding the following after section 30:</b>	<b>27. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 30, de ce qui suit :</b>	
Meaning of "lesson"	<u>30.01 (1) For the purposes of this section, "lesson" means a lesson, test or examination, or part of one, in which, or during the course of which, an act is done in respect of a work or other subject-matter by an educational institution or a person acting under its authority that would otherwise be an infringement of copyright but is permitted under a limitation or exception under this Act.</u>	<u>30.01 (1) Au présent article, « leçon » s'entend de tout ou partie d'une leçon, d'un examen ou d'un contrôle dans le cadre desquels un établissement d'enseignement ou une personne agissant sous l'autorité de celui-ci accomplit à l'égard d'une oeuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur un acte qui, n'eussent été les exceptions et restrictions prévues par la présente loi, aurait constitué une violation du droit d'auteur.</u>	Définition de « leçon »
Application	<u>(2) This section does not apply so as to permit any act referred to in paragraph (3)(a), (b) or (c) with respect to a work or other subject-matter whose use in the lesson</u>	<u>(2) Le présent article n'a pas pour effet de permettre l'accomplissement des actes visés aux alinéas (3)a) à c) à l'égard d'une oeuvre ou de tout autre objet du droit</u>	Limite

	<u>constitutes an infringement of copyright or for whose use in the lesson the consent of the copyright owner is required.</u>	<u>d'auteur dont l'utilisation dans le cadre de la leçon constitue une violation du droit d'auteur ou est subordonnée à l'autorisation du titulaire du droit d'auteur.</u>	
Communication by telecommunication	<u>(3) Subject to subsection (6), it is not an infringement of copyright for an educational institution or a person acting under its authority</u> <u>(a) to communicate a lesson to the public by telecommunication for educational or training purposes, if that public consists only of students who are enrolled in a course of which the lesson forms a part or of other persons acting under the authority of the educational institution;</u> <u>(b) to make a fixation of the lesson for the purpose of the act referred to in paragraph (a); or</u> <u>(c) to do any other act that is necessary for the purpose of the acts referred to in paragraphs (a) and (b).</u>	<u>(3) Sous réserve du paragraphe (6), ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour un établissement d'enseignement ou une personne agissant sous son autorité :</u> <u>a) de communiquer une leçon au public par télécommunication à des fins pédagogiques si le public visé est formé uniquement d'élèves inscrits au cours auquel la leçon se rapporte ou d'autres personnes agissant sous l'autorité de l'établissement;</u> <u>b) de faire une fixation de cette leçon en vue d'accomplir l'acte visé à l'alinéa a);</u> <u>c) d'accomplir tout autre acte nécessaire à ces actes.</u>	Communication par télécommunication
Participation by telecommunication	<u>(4) A student who is enrolled in a course of which the lesson forms a part is deemed to be a person on the premises of the educational institution when the student participates in or receives the lesson by means of communication by telecommunication under paragraph (3)(a).</u>	<u>(4) L'élève inscrit au cours auquel la leçon se rapporte est réputé se trouver dans les locaux de l'établissement d'enseignement lorsqu'il reçoit la leçon ou y participe au moyen d'une communication par télécommunication au titre de l'alinéa (3)a).</u>	Participation des élèves
Reproducing lessons	<u>(5) It is not an infringement of copyright for a student who has received a lesson by means of communication by telecommunication under paragraph (3)(a) to reproduce the lesson in order to be able to listen to or view it at a more convenient time. However, the student shall destroy the reproduction within 30 days after the day on which the students who are enrolled in the course to which the lesson relates have received their final course evaluations.</u>	<u>(5) Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour l'élève qui reçoit une leçon au moyen d'une communication par télécommunication au titre de l'alinéa (3)a), d'en faire la reproduction pour l'écouter ou la regarder à un moment plus opportun. L'élève doit toutefois détruire la reproduction dans les trente jours suivant la date à laquelle les élèves inscrits au cours auquel la leçon se rapporte ont reçu leur évaluation finale.</u>	Reproduction de la leçon par l'élève
Conditions	<u>(6) The educational institution and any person acting under its authority, except a student, shall</u> <u>(a) destroy any fixation of the lesson within 30 days after the day on which the students who are enrolled in the course to which the lesson relates have received their final course evaluations;</u> <u>(b) take measures that can reasonably be expected to limit the communication by telecommunication of the lesson to the persons referred to in paragraph (3)(a);</u> <u>(c) take, in relation to the communication by telecommunication of the lesson in digital form, measures that can reasonably be expected to prevent the students from fixing, reproducing or communicating the lesson other than as they may do under this section; and</u> <u>(d) take, in relation to a communication by telecommunication in digital form, any measures prescribed by regulation.</u>	<u>(6) L'établissement d'enseignement et la personne agissant sous son autorité, à l'exclusion de l'élève, sont tenus :</u> <u>a) de détruire toute fixation de la leçon dans les trente jours suivant la date à laquelle les élèves inscrits au cours auquel la leçon se rapporte ont reçu leur évaluation finale;</u> <u>b) de prendre des mesures dont il est raisonnable de croire qu'elles auront pour effet de limiter aux personnes visées à l'alinéa (3)a) la communication par télécommunication de la leçon;</u> <u>c) s'agissant de la communication par télécommunication de la leçon sous forme numérique, de prendre des mesures dont il est raisonnable de croire qu'elles auront pour effet d'empêcher les élèves de la fixer, de la reproduire ou de la communiquer en contravention avec le présent article;</u> <u>d) de prendre toute mesure réglementaire relativement à la communication par télécommunication sous forme numérique.</u>	Conditions
Exception — digital reproduction of works	<b>30.02 (1)</b> <u>Subject to subsections (3) to (5), it is not an infringement of copyright for an educational institution that has a reprographic reproduction licence under which the institution is authorized to make reprographic reproductions of works in a collective society's repertoire for an educational or training purpose</u> <u>(a) to make a digital reproduction — of the same general nature and extent as the reprographic reproduction authorized under the licence — of a paper form of any of those works;</u> <u>(b) to communicate the digital reproduction by telecommunication for an educational or training purpose to persons acting under the authority of the institution; or</u> <u>(c) to do any other act that is necessary for the purpose of the acts referred to in paragraphs (a) and (b).</u>	<b>30.02 (1)</b> <u>Sous réserve des paragraphes (3) à (5), ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour l'établissement d'enseignement qui est titulaire d'une licence l'autorisant à reproduire par reprographie à des fins pédagogiques des oeuvres faisant partie du répertoire d'une société de gestion :</u> <u>a) soit de faire une reproduction numérique — de même nature et de même étendue que la reproduction autorisée par la licence — de l'une ou l'autre de ces oeuvres qui est sur support papier;</u> <u>b) soit de communiquer par télécommunication la reproduction numérique visée à l'alinéa a) à des fins pédagogiques à toute personne agissant sous son autorité;</u> <u>c) soit d'accomplir tout autre acte nécessaire à ces actes.</u>	Exception : reproduction numérique d'oeuvres
Exception	<u>(2) Subject to subsections (3) to (5), it is not an infringement of copyright for a person acting under the authority of the educational institution to whom the work has been communicated under paragraph (1)(b) to print one copy of the work.</u>	<u>(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (5), ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour la personne agissant sous l'autorité de l'établissement d'enseignement à qui l'oeuvre a été communiquée au titre de l'alinéa (1)b), d'en faire une seule impression.</u>	Exception : impressions de reproductions numériques d'oeuvres
Conditions	<u>(3) An educational institution that makes a digital reproduction of a work under paragraph (1)(a) shall</u> <u>(a) pay to the collective society, with respect to all the persons to whom the digital reproduction is communicated by the institution under paragraph (1)(b), the royalties that would be payable if one reprographic reproduction were distributed by the institution to each of those persons, and comply with the licence terms and conditions applicable to a reprographic reproduction to the extent that they are reasonably applicable to a digital reproduction;</u>	<u>(3) L'établissement d'enseignement qui fait une reproduction numérique d'une oeuvre au titre de l'alinéa (1)a) doit :</u> <u>a) verser à la société de gestion, à l'égard des personnes auxquelles il a communiqué la reproduction numérique au titre de l'alinéa (1)b), les redevances qu'il aurait été tenu de lui verser s'il avait remis à chacune de ces personnes un exemplaire reprographique de l'oeuvre, et respecter les modalités afférentes à la licence autorisant la reprographie qui sont applicables à la reproduction numérique de l'oeuvre;</u>	Conditions

	<p><u>(b) take measures to prevent the digital reproduction from being communicated by telecommunication to any persons who are not acting under the authority of the institution;</u></p> <p><u>(c) take measures to prevent a person to whom the work has been communicated under paragraph (1)(b) from printing more than one copy, and to prevent any other reproduction or communication of the digital reproduction; and</u></p> <p><u>(d) take any measure prescribed by regulation.</u></p>		
Restriction	<p><u>(4) An educational institution may not make a digital reproduction of a work under paragraph (1)(a) if</u></p> <p><u>(a) the institution has entered into a digital reproduction agreement respecting the work with a collective society under which the institution may make a digital reproduction of the work, may communicate the digital reproduction by telecommunication to persons acting under the authority of the institution and may permit those persons to print at least one copy of the work;</u></p> <p><u>(b) there is a tariff certified under section 70.15 that is applicable to the digital reproduction of the work, to the communication of the digital reproduction by telecommunication to persons acting under the authority of the institution and to the printing by those persons of at least one copy of the work; or</u></p> <p><u>(c) the institution has been informed by the collective society that is authorized to enter into reprographic agreements with respect to the work that the owner of the copyright in the work has informed it, under subsection (5), that the owner refuses to authorize the collective society to enter into a digital reproduction agreement with respect to the work.</u></p>	<p><u>b) prendre des mesures en vue d'empêcher la communication par télécommunication de la reproduction numérique à des personnes autres que celles agissant sous son autorité;</u></p> <p><u>c) prendre des mesures en vue d'empêcher l'impression de la reproduction numérique à plus d'un exemplaire par la personne à qui elle a été communiquée au titre de l'alinéa (1)b), et toute autre reproduction ou communication;</u></p> <p><u>d) prendre toutes les mesures réglementaires.</u></p> <p><u>(4) L'établissement d'enseignement n'est pas autorisé à faire une reproduction numérique d'une oeuvre au titre de l'alinéa (1)a) si, selon le cas :</u></p> <p><u>a) il a conclu avec une société de gestion un accord de reproduction numérique l'autorisant à faire une reproduction numérique de l'oeuvre et à la communiquer par télécommunication aux personnes agissant sous son autorité et autorisant celles-ci à en imprimer un certain nombre d'exemplaires;</u></p> <p><u>b) un tarif homologué en vertu de l'article 70.15 est applicable à la reproduction numérique de l'oeuvre, à la communication de celle-ci par télécommunication aux personnes agissant sous son autorité et à l'impression par celles-ci d'un certain nombre d'exemplaires de l'oeuvre;</u></p> <p><u>c) la société de gestion autorisée à conclure un accord de reproduction par reprographie de l'oeuvre l'a avisé qu'elle a été informée par le titulaire du droit d'auteur sur l'oeuvre, au titre du paragraphe (5), que celui-ci lui interdit de conclure un accord de reproduction numérique de celle-ci.</u></p>	Restriction
Restriction	<p><u>(5) If the owner of the copyright in a work informs the collective society that is authorized to enter into reprographic agreements with respect to the work that the owner refuses to authorize it to enter into digital reproduction agreements with respect to the work, the collective society shall inform the educational institutions with which it has entered into reprographic reproduction agreements with respect to the work that they are not permitted to make digital reproductions under subsection (1).</u></p>	<p><u>(5) Si le titulaire du droit d'auteur sur une oeuvre informe la société de gestion autorisée à conclure un accord de reproduction par reprographie de l'oeuvre qu'il lui interdit de conclure un accord autorisant la reproduction numérique de celle-ci, la société de gestion informe les établissements d'enseignement avec lesquels elle a conclu un accord de reproduction par reprographie de l'oeuvre qu'ils ne sont pas autorisés à faire de reproductions numériques de celle-ci au titre du paragraphe (1).</u></p>	Restriction
Deeming provision	<p><u>(6) The owner of the copyright in a work who, in respect of the work, has authorized a collective society to enter into a reprographic reproduction agreement with an educational institution is deemed to have authorized the society to enter into a digital reproduction agreement with the institution — subject to the same restrictions as a reprographic reproduction agreement — unless the owner has refused to give this authorization under subsection (5) or has authorized another collective society to enter into a digital reproduction agreement with respect to the work.</u></p>	<p><u>(6) Le titulaire du droit d'auteur sur une oeuvre qui, à l'égard de celle-ci, permet à une société de gestion de conclure un accord de reproduction par reprographie avec un établissement d'enseignement est réputé lui avoir permis, sous réserve des restrictions applicables à cet accord, de conclure un accord de reproduction numérique avec cet établissement, sauf s'il a opposé l'interdiction mentionnée au paragraphe (5) ou s'il a permis à une autre société de gestion de conclure un tel accord.</u></p>	Présomption
Maximum amount that may be recovered	<p><u>(7) In proceedings against an educational institution for making a digital reproduction of a paper form of a work, or for communicating such a reproduction by telecommunication for an educational or training purpose to persons acting under the authority of the institution, the owner of the copyright in the work may not recover an amount more than</u></p> <p><u>(a) in the case where there is a digital reproduction licence that meets the conditions described in paragraph (4)(a) in respect of the work — or, if none exists in respect of the work, in respect of a work of the same category — the amount of royalties that would be payable under that licence in respect of those acts or, if there is more than one applicable licence, the greatest amount of royalties payable under any of those licences; and</u></p> <p><u>(b) in the case where there is no licence described in paragraph (a) but there is a reprographic reproduction licence in respect of the work — or, if none exists in respect of the work, in respect of a work of the same category — the amount of royalties that would be payable under that licence in respect of those acts or, if there is more than one applicable licence, the greatest amount of royalties payable under any of those licences.</u></p>	<p><u>(7) Le titulaire du droit d'auteur sur une oeuvre qui poursuit un établissement d'enseignement pour avoir fait une reproduction numérique d'une copie de l'oeuvre sur support papier, ou pour avoir communiqué par télécommunication une telle reproduction à des fins pédagogiques à toute personne agissant sous son autorité ne peut recouvrer une somme qui dépasse :</u></p> <p><u>a) dans le cas où il existe une licence de reproduction numérique — conforme aux conditions mentionnées à l'alinéa (4)a) — de l'oeuvre ou, à défaut, d'une oeuvre de la même catégorie, la somme qui aurait été versée au titre de cette licence pour l'accomplissement de l'acte en question ou, s'il existe plus d'une telle licence, la somme la plus élevée de toutes celles prévues par ces licences;</u></p> <p><u>b) dans les autres cas, s'il existe une licence de reproduction reprographique de l'oeuvre ou, à défaut, d'une oeuvre de la même catégorie, la somme qui aurait été versée au titre de cette licence pour l'accomplissement de l'acte en question ou, s'il existe plus d'une telle licence, la somme la plus élevée de toutes celles prévues par ces licences.</u></p>	Domages-intérêts maximaux
No damages	<p><u>(8) The owner of the copyright in a work may not recover any damages against a person acting under the authority of the educational institution who, in respect of a digital reproduction of the work that is communicated to the person by telecommunication, prints one copy of the work if, at the time of the printing, it was reasonable for the person to believe that the communication was made in accordance with paragraph (1)(b).</u></p>	<p><u>(8) Le titulaire du droit d'auteur sur une oeuvre ne peut recouvrer de dommages-intérêts auprès d'une personne agissant sous l'autorité de l'établissement d'enseignement qui a fait une seule impression d'une reproduction numérique de l'oeuvre qui lui a été communiquée par télécommunication si, au moment de l'impression, il était raisonnable pour la personne de croire que cette communication avait été faite en</u></p>	Domages-intérêts

Royalties — digital reproduction agreement

**30.03 (1)** If an educational institution has paid royalties to a collective society for the digital reproduction of a work under paragraph 30.02(3)(a) and afterwards the institution enters into a digital reproduction agreement described in paragraph 30.02(4)(a) with any collective society,

(a) in the case where the institution would — under that digital reproduction agreement — pay a greater amount of royalties for the digital reproduction of that work than what was payable under paragraph 30.02(3)(a), the institution shall pay to the collective society to which it paid royalties under that paragraph the difference between

(i) the amount of royalties that the institution would have had to pay for the digital reproduction of that work if the agreement had been entered into on the day on which the institution first made a digital reproduction under paragraph 30.02(1)(a), and

(ii) the amount of royalties that the institution paid to the society under paragraph 30.02(3)(a) for the digital reproduction of that work from the day on which that paragraph comes into force until the day on which they enter into the digital reproduction agreement; and

(b) in the case where the institution would — under that digital reproduction agreement — pay a lesser amount of royalties for the digital reproduction of that work than what was payable under paragraph 30.02(3)(a), the collective society to which the institution paid royalties under that paragraph shall pay to the institution the difference between

(i) the amount of royalties that the institution paid to the society under paragraph 30.02(3)(a) for the digital reproduction of that work from the day on which that paragraph comes into force until the day on which they enter into the digital reproduction agreement; and

(ii) the amount of royalties that the institution would have had to pay for the digital reproduction of that work if the agreement had been entered into on the day on which the institution first made a digital reproduction under paragraph 30.02(1)(a).

Royalties — tarif

(2) If an educational institution has paid royalties to a collective society for the digital reproduction of a work under paragraph 30.02(3)(a) and afterwards a tariff applies to the digital reproduction of that work under paragraph 30.02(4)(b),

(a) in the case where the institution would — under the tariff — pay a greater amount of royalties for the digital reproduction of that work than what was payable under paragraph 30.02(3)(a), the institution shall pay to the collective society to which it paid royalties under that paragraph the difference between

(i) the amount of royalties that the institution would have had to pay for the digital reproduction of that work if the tariff had been certified on the day on which the institution first made a digital reproduction under paragraph 30.02(1)(a), and

(ii) the amount of royalties that the institution paid to the society under paragraph 30.02(3)(a) for the digital reproduction of that work from the day on which that paragraph comes into force until the day on which the tariff is certified; and

(b) in the case where the institution would — under the tariff — pay a lesser amount of royalties for the digital reproduction of that work than what was payable under paragraph 30.02(3)(a), the collective society to which the institution paid royalties under that paragraph shall pay to the institution the difference between

(i) the amount of royalties that the institution paid to the society under paragraph 30.02(3)(a) for the digital reproduction of that work from the day on which that paragraph comes into force until the day on which the tariff is certified; and

(ii) the amount of royalties that the institution would have had to pay for the digital reproduction of that work if the tariff had been certified on the day on which the institution first made a digital reproduction under paragraph 30.02(1)(a).

Work available through Internet

**30.04 (1)** Subject to subsections (2) to (5), it is not an infringement of copyright for an educational institution, or a person acting under the authority of one, to do any of the following acts for educational or training purposes in respect of a work or other subject-matter that is available

conformité avec l'alinéa (1)b).

**30.03 (1)** Si l'établissement d'enseignement a versé des redevances à une société de gestion à l'égard de la reproduction numérique d'une oeuvre au titre de l'alinéa 30.02(3)a) et qu'il conclut par la suite avec toute société de gestion un accord de reproduction numérique visé à l'alinéa 30.02(4)a) :

a) dans le cas où l'accord prévoit pour la reproduction numérique de l'oeuvre des redevances supérieures à celles qui étaient payables au titre de l'alinéa 30.02(3)a), l'établissement d'enseignement doit verser à la première société de gestion la différence entre le montant des redevances qu'il aurait eu à verser si l'accord avait été conclu à la date à laquelle il a fait la première reproduction numérique de l'oeuvre au titre de l'alinéa 30.02(1)a) et le montant des redevances qu'il lui a versées au titre de l'alinéa 30.02(3)a) à compter de la date d'entrée en vigueur de cet alinéa jusqu'à la date de conclusion de l'accord;

b) dans le cas où l'accord prévoit pour la reproduction numérique de l'oeuvre des redevances inférieures à celles qui étaient payables au titre de l'alinéa 30.02(3)a), la première société de gestion doit verser à l'établissement d'enseignement la différence entre le montant des redevances qu'il lui a versées au titre de cet alinéa à compter de la date d'entrée en vigueur de celui-ci jusqu'à la date de conclusion de l'accord et le montant des redevances qu'il aurait eu à verser si l'accord avait été conclu à la date à laquelle il a fait cette première reproduction numérique au titre de l'alinéa 30.02(1)a).

Accord de reproduction numérique

(2) Si l'établissement d'enseignement a versé des redevances à une société de gestion, au titre de l'alinéa 30.02(3)a), à l'égard de la reproduction numérique d'une oeuvre à laquelle s'applique un tarif visé à l'alinéa 30.02(4)b) :

a) dans le cas où les redevances prévues par le tarif sont supérieures à celles qui étaient payables au titre de l'alinéa 30.02(3)a), l'établissement d'enseignement doit verser à la société de gestion la différence entre le montant des redevances qu'il aurait eu à verser si le tarif avait été homologué à la date à laquelle il a fait la première reproduction numérique de l'oeuvre au titre de l'alinéa 30.02(1)a) et le montant des redevances qu'il lui a versées au titre de l'alinéa 30.02(3)a) à compter de la date d'entrée en vigueur de cet alinéa jusqu'à la date de l'homologation;

b) dans le cas où les redevances prévues par le tarif sont inférieures à celles qui étaient payables au titre de l'alinéa 30.02(3)a), la société de gestion doit verser à l'établissement d'enseignement la différence entre le montant des redevances qu'il lui a versées au titre de cet alinéa à compter de la date d'entrée en vigueur de celui-ci jusqu'à la date de l'homologation et le montant des redevances qu'il aurait eu à verser si le tarif avait été homologué à la date à laquelle il a fait cette première reproduction numérique au titre de l'alinéa 30.02(1)a).

Tarif pour la reproduction numérique

Oeuvre sur Internet

**30.04 (1)** Sous réserve des paragraphes (2) à (5), ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait pour un établissement d'enseignement ou une personne agissant sous son autorité d'accomplir les actes ci-après à des fins pédagogiques à l'égard d'une oeuvre ou de tout

	through the Internet:		<u>autre objet du droit d'auteur qui sont accessibles sur Internet :</u>	
	<u>(a) reproduce it;</u>		<u>a) les reproduire;</u>	
	<u>(b) communicate it to the public by telecommunication, if that public primarily consists of students of the educational institution or other persons acting under its authority;</u>		<u>b) les communiquer au public par télécommunication si le public visé est principalement formé d'élèves de l'établissement d'enseignement ou d'autres personnes agissant sous son autorité;</u>	
	<u>(c) perform it in public, if that public primarily consists of students of the educational institution or other persons acting under its authority; or</u>		<u>c) les exécuter en public si le public visé est principalement formé d'élèves de l'établissement d'enseignement ou d'autres personnes agissant sous son autorité;</u>	
	<u>(d) do any other act that is necessary for the purpose of the acts referred to in paragraphs (a) to (c).</u>		<u>d) accomplir tout autre acte nécessaire à ces actes.</u>	
Conditions	<u>(2) Subsection (1) does not apply unless the educational institution or person acting under its authority, in doing any of the acts described in that subsection in respect of the work or other subject-matter, mentions the following:</u>		<u>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique que si l'établissement d'enseignement ou la personne agissant sous son autorité, dans l'accomplissement des actes visés à ce paragraphe, mentionne :</u>	Conditions
	<u>(a) the source; and</u>		<u>a) d'une part, la source;</u>	
	<u>(b) if given in the source, the name of</u>		<u>b) d'autre part, si ces renseignements figurent dans la source :</u>	
	<u>(i) the author, in the case of a work,</u>		<u>(i) dans le cas d'une oeuvre, le nom de l'auteur,</u>	
	<u>(ii) the performer, in the case of a performer's performance,</u>		<u>(ii) dans le cas d'une prestation, le nom de l'artiste-interprète,</u>	
	<u>(iii) the maker, in the case of a sound recording, and</u>		<u>(iii) dans le cas d'un enregistrement sonore, le nom du producteur,</u>	
	<u>(iv) the broadcaster, in the case of a communication signal.</u>		<u>(iv) dans le cas d'un signal de communication, le nom du radiodiffuseur.</u>	
Non-application	<u>(3) Subsection (1) does not apply if the work or other subject-matter — or the Internet site where it is posted — is protected by a technological protection measure that restricts access to the work or other subject-matter or to the Internet site.</u>		<u>(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où le site Internet sur lequel est affiché l'oeuvre ou l'autre objet du droit d'auteur, ou l'oeuvre ou l'autre objet du droit d'auteur sont protégés par une mesure technique de protection qui restreint l'accès au site ou à l'oeuvre ou à l'autre objet du droit d'auteur.</u>	Non-application
Non-application	<u>(4) Subsection (1) does not permit a person to do any act described in that subsection in respect of a work or other subject-matter if</u>		<u>(4) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser l'accomplissement d'un acte à l'égard d'une oeuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur si, selon le cas :</u>	Non-application
	<u>(a) that work or other subject-matter — or the Internet site where it is posted — is protected by a technological protection measure that restricts the doing of that act; or</u>		<u>a) le site Internet sur lequel est affiché l'oeuvre ou l'autre objet du droit d'auteur, ou l'oeuvre ou l'autre objet du droit d'auteur sont protégés par une mesure technique de protection qui restreint l'accomplissement de cet acte;</u>	
	<u>(b) a clearly visible notice — and not merely the copyright symbol — prohibiting that act is posted at the Internet site where the work or other subject-matter is posted or on the work or other subject-matter itself.</u>		<u>b) un avis bien visible — et non le seul symbole du droit d'auteur — stipulant qu'il est interdit d'accomplir cet acte figure sur le site Internet, l'oeuvre ou l'objet.</u>	
Non-application	<u>(5) Subsection (1) does not apply if the educational institution or person acting under its authority knows or should have known that the work or other subject-matter was made available through the Internet without the consent of the copyright owner.</u>		<u>(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où l'établissement d'enseignement ou la personne agissant sous son autorité sait ou devrait savoir que l'oeuvre ou l'autre objet du droit d'auteur ont été ainsi rendus accessibles sans l'autorisation du titulaire du droit d'auteur.</u>	Non-application
Regulations	<u>(6) The Governor in Council may make regulations for the purposes of paragraph (4)(b) prescribing what constitutes a clearly visible notice.</u>		<u>(6) Le gouverneur en conseil peut, pour l'application de l'alinéa (4)b), préciser par règlement ce en quoi consiste un avis bien visible.</u>	Règlement
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>28. Paragraph 30.1(1)(c) of the Act is replaced by the following:</b>		<b>28. L'alinéa 30.1(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
	<u>(c) in an alternative format if the library, archive or museum or a person acting under the authority of the library, archive or museum considers that the original is currently in a format that is obsolete or is becoming obsolete, or that the technology required to use the original is unavailable or is becoming unavailable;</u>		<u>c) reproduction sur un autre support, la bibliothèque, le musée ou le service d'archives ou toute personne agissant sous l'autorité de ceux-ci étant d'avis que le support original est désuet ou en voie de le devenir ou fait appel à une technique non disponible ou en voie de le devenir;</u>	
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>29. Subsections 30.2(4) and (5) of the Act are replaced by the following:</b>		<b>29. Les paragraphes 30.2(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
Conditions	<u>(4) A library, archive or museum may provide the person for whom the copy is made under subsection (2) with the copy only on the condition that</u>		<u>(4) La bibliothèque, le musée ou le service d'archives doit se conformer aux conditions suivantes :</u>	Conditions
	<u>(a) the person is provided with a single copy of the work; and</u>		<u>a) ne remettre qu'une seule copie de l'oeuvre reproduite au titre du paragraphe (2) à la personne à qui elle est destinée;</u>	
	<u>(b) the library, archive or museum informs the person that the copy is to be used solely for research or private study and that any use of the copy for a purpose other than research or private study may require the authorization of the copyright owner of the work in question.</u>		<u>b) informer cette personne que la copie ne peut être utilisée qu'à des fins d'étude privée ou de recherche et que tout usage à d'autres fins peut exiger l'autorisation du titulaire du droit d'auteur sur l'oeuvre en cause.</u>	
Patrons of other libraries, etc.	<u>(5) Subject to subsection (5.02), a library, archive or museum, or a person acting under the authority of one, may do, on behalf of a patron of another library, archive or museum, anything under subsection (1) or (2) that it is authorized by this section to do on behalf of one of its own patrons.</u>		<u>(5) Sous réserve du paragraphe (5.02), la bibliothèque, le musée ou le service d'archives, ou toute personne agissant sous l'autorité de ceux-ci, peuvent accomplir pour les usagers d'une autre bibliothèque, d'un autre musée ou d'un autre service d'archives, les actes qu'ils peuvent accomplir, en vertu des paragraphes (1) ou (2), pour leurs propres usagers.</u>	Actes destinés aux usagers d'autres bibliothèques, musées ou services d'archives

Deeming	<u>(5.01) For the purpose of subsection (5), the making of a copy of a work other than by reprographic reproduction is deemed to be a making of a copy of the work that may be done under subsection (2).</u>	<u>(5.01) Pour l'application du paragraphe (5), la reproduction d'une oeuvre autrement que par reprographie est réputée être une reproduction de l'oeuvre qui est autorisée au titre du paragraphe (2).</u>	Assimilation
Limitation regarding copies in digital form	<u>(5.02) A library, archive or museum, or a person acting under the authority of one, may, under subsection (5), provide a copy in digital form to a person who has requested it through another library, archive or museum if the providing library, archive or museum or person takes measures to prevent the person who has requested it from</u>  <u>(a) making any reproduction of the digital copy, including any paper copies, other than printing one copy of it;</u> <u>(b) communicating the digital copy to any other person; and</u> <u>(c) using the digital copy for more than five business days from the day on which the person first uses it.</u>	<u>(5.02) La bibliothèque, le musée ou le service d'archives, ou toute personne agissant sous l'autorité de ceux-ci, peuvent, au titre du paragraphe (5), fournir une copie numérique à une personne en ayant fait la demande par l'intermédiaire d'une autre bibliothèque, d'un autre musée ou d'un autre service d'archives s'ils prennent, ce faisant, des mesures en vue d'empêcher la personne qui la reçoit de la reproduire, sauf pour une seule impression, de la communiquer à une autre personne ou de l'utiliser pendant une période de plus de cinq jours ouvrables après la date de la première utilisation.</u>	Restrictions applicables aux copies numériques
2004, c. 11, s. 21(1)	<b>30. (1) Subsection 30.21(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>30. (1) Le paragraphe 30.21(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	2004, ch. 11, par. 21(1)
Copying works deposited in archive	<b>30.21 (1)</b> Subject to subsections (3) and (3.1), it is not an infringement of copyright for an archive to make, for any person requesting to use the copy for research or private study, a copy of an unpublished work that is deposited in the archive and provide the person with it.	<b>30.21 (1)</b> Sous réserve des paragraphes (3) et (3.1), ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour un service d'archives, de reproduire et de fournir à la personne qui lui en fait la demande à des fins d'étude privée ou de recherche, une oeuvre non publiée déposée auprès de lui.	Copie d'une oeuvre déposée dans un service d'archives
1997, c. 24, s. 18(1); 2004, c. 11, s. 21(2)(E)	<b>(2) Subsections 30.21(3) and (4) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>(2) Les paragraphes 30.21(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1); 2004, ch. 11, par. 21(2)(A)
Conditions for copying of works	<b>(3) The archive may copy the work only on the condition that</b>  <i>(a) the person who deposited the work, if a copyright owner, did not, at the time the work was deposited, prohibit its copying; and</i>  <i>(b) copying has not been prohibited by any other owner of copyright in the work.</i>	<b>(3) Il ne peut faire la reproduction que si :</b>  <i>a) le titulaire du droit d'auteur ne l'a pas interdite au moment où il déposait l'oeuvre;</i>  <i>b) aucun autre titulaire du droit d'auteur ne l'a par ailleurs interdite.</i>	Conditions pour la reproduction
Condition for providing copy	<b>(3.1) The archive may provide the person for whom a copy is made under subsection (1) with the copy only on the condition that</b>  <i>(a) the person is provided with a single copy of the work; and</i>  <i>(b) the archive informs the person that the copy is to be used solely for research or private study and that any use of the copy for a purpose other than research or private study may require the authorization of the copyright owner of the work in question.</i>	<b>(3.1) Il doit aussi se conformer aux conditions suivantes :</b>  <i>a) ne remettre qu'une seule copie de l'oeuvre reproduite au titre du paragraphe (1) à la personne à qui elle est destinée;</i>  <i>b) informer cette personne que la copie ne peut être utilisée qu'à des fins d'étude privée ou de recherche et que tout usage de la copie à d'autres fins peut exiger l'autorisation du titulaire du droit d'auteur sur l'oeuvre en cause.</i>	Autres conditions applicables au service d'archives
Regulations	<b>(4) The Governor in Council may prescribe by regulation the manner and form in which the conditions set out in subsections (3) and (3.1) may be met.</b>	<b>(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, préciser la façon dont le service doit se conformer aux conditions visées aux paragraphes (3) et (3.1).</b>	Règlements
1997, c. 24, s. 18(1)	<b>31. Section 30.6 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>31. L'article 30.6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 18(1)
Permitted acts	<b>30.6</b> It is not an infringement of copyright in a computer program for a person who owns a copy of the computer program that is authorized by the owner of the copyright, or has a licence to use a copy of the computer program, to  <i>(a) reproduce the copy by adapting, modifying or converting it, or translating it into another computer language, if the person proves that the reproduced copy</i>  <i>(i) is essential for the compatibility of the computer program with a particular computer,</i>  <i>(ii) is solely for the person's own use, and</i>  <i>(iii) was destroyed immediately after the person ceased to be the owner of the copy of the computer program or to have a licence to use it; or</i>  <i>(b) reproduce for backup purposes the copy or a reproduced copy referred to in paragraph (a) if the person proves that the reproduction for backup purposes was destroyed immediately after the person ceased to be the owner of the copy of the computer program or to have a licence to use it.</i>	<b>30.6</b> Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour le propriétaire d'un exemplaire — autorisé par le titulaire du droit d'auteur — d'un programme d'ordinateur, ou pour le titulaire d'une licence permettant l'utilisation d'un exemplaire d'un tel programme :  <i>a) de reproduire l'exemplaire par adaptation, modification ou conversion, ou par traduction en un autre langage informatique, s'il établit que la copie est destinée à assurer la compatibilité du programme avec un ordinateur donné, qu'elle ne sert qu'à son propre usage et qu'elle a été détruite dès qu'il a cessé d'être propriétaire de l'exemplaire ou titulaire de la licence, selon le cas;</i>  <i>b) de reproduire à des fins de sauvegarde l'exemplaire ou la copie visée à l'alinéa a) s'il établit que la reproduction a été détruite dès qu'il a cessé d'être propriétaire de l'exemplaire ou titulaire de la licence, selon le cas.</i>	Actes licites
Interoperability of computer programs	<b>30.61</b> It is not an infringement of copyright in a computer program that is authorized by the owner of the copyright, or has a licence to use a copy of the computer program, to reproduce the copy for the sole purpose of obtaining information that would allow the person to make the program and any other computer program interoperable.	<b>30.61</b> Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour le propriétaire d'un exemplaire — autorisé par le titulaire du droit d'auteur — d'un programme d'ordinateur, ou pour le titulaire d'une licence permettant l'utilisation d'un exemplaire d'un tel programme, de le reproduire dans le seul but d'obtenir de l'information lui permettant de rendre ce programme et un autre programme d'ordinateur interoperables.	Interopérabilité

Encryption Research

Recherche sur le chiffrement

Encryption research	<p><b>30.62</b> It is not an infringement of copyright for a person to reproduce a work or other subject-matter for the purposes of encryption research if</p> <p>(a) it would not be practical to carry out the research without making the copy;</p> <p>(b) the person has lawfully obtained the work or other subject-matter; and</p> <p>(c) the person has informed the owner of the copyright in the work or other subject-matter.</p>	<p><b>30.62</b> Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour une personne, en vue de faire une recherche sur le chiffrement, de reproduire une oeuvre ou tout autre objet du droit d'auteur si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) la recherche est difficilement réalisable autrement;</p> <p>b) l'oeuvre ou autre objet a été obtenu légalement;</p> <p>c) la personne en a informé le titulaire du droit d'auteur sur l'oeuvre ou autre objet.</p>	Recherche sur le chiffrement
Security	<p style="text-align: center;"><i>Security</i></p> <p><b>30.63</b> It is not an infringement of copyright for a person to reproduce a work or other subject-matter for the sole purpose, with the consent of the owner or administrator of a computer, computer system or computer network, of assessing the vulnerability of the computer, system or network or of correcting any security flaws.</p> <p><b>32.</b> The Act is amended by adding the following after section 30.7:</p> <p style="text-align: center;"><i>Temporary Reproductions for Technological Processes</i></p>	<p style="text-align: center;"><i>Sécurité</i></p> <p><b>30.63</b> Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour une personne, de reproduire une oeuvre ou tout autre objet du droit d'auteur dans le seul but d'évaluer la vulnérabilité d'un ordinateur, d'un système informatique ou d'un réseau d'ordinateurs ou de corriger tout défaut de sécurité, dans le cas où l'évaluation ou la correction sont autorisées par le propriétaire ou l'administrateur de ceux-ci.</p> <p><b>32.</b> La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 30.7, de ce qui suit :</p> <p style="text-align: center;"><i>Reproductions temporaires pour processus technologiques</i></p>	Sécurité
Temporary reproductions	<p><b>30.71</b> It is not an infringement of copyright to make a reproduction of a work or other subject-matter if</p> <p>(a) the reproduction forms an essential part of a technological process;</p> <p>(b) the reproduction's only purpose is to facilitate a use that is not an infringement of copyright; and</p> <p>(c) the reproduction exists only for the duration of the technological process.</p>	<p><b>30.71</b> Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait de reproduire une oeuvre ou tout autre objet du droit d'auteur si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) la reproduction est un élément essentiel d'un processus technologique;</p> <p>b) elle a pour seul but de faciliter une utilisation qui ne constitue pas une violation du droit d'auteur;</p> <p>c) elle n'existe que pour la durée du processus technologique.</p>	Reproductions temporaires
1997, c. 24, s. 18(1)	<p><b>33.</b> The portion of subsection 30.8(11) of the Act after paragraph (c) is replaced by the following:</p> <p>The undertaking must hold a broadcasting licence issued by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission under the <i>Broadcasting Act</i>, or be exempted from this requirement by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.</p>	<p><b>33.</b> Le passage du paragraphe 30.8(11) de la même loi suivant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :</p> <p>Dans tous les cas, elle doit être titulaire d'une licence de radiodiffusion délivrée, en vertu toujours de la même loi, par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, ou être exemptée par celui-ci de cette exigence.</p>	1997, ch. 24, par. 18(1)
1997, c. 24, s. 18(1)	<p><b>34. (1)</b> The portion of subsection 30.9(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:</p>	<p><b>34. (1)</b> Le passage du paragraphe 30.9(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :</p>	1997, ch. 24, par. 18(1)
Ephemeral recordings — broadcasting undertaking	<p><b>30.9</b> (1) It is not an infringement of copyright for a broadcasting undertaking to reproduce in accordance with this section a sound recording, or a performer's performance or work that is embodied in a sound recording, solely for the purpose of their broadcasting, if the undertaking</p> <p>(a) owns the copy of the sound recording, performer's performance or work and that copy is authorized by the owner of the copyright, or has a licence to use the copy;</p>	<p><b>30.9</b> (1) Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait pour une entreprise de radiodiffusion de reproduire, en conformité avec les autres dispositions du présent article, un enregistrement sonore ou une prestation ou oeuvre fixée au moyen d'un enregistrement sonore aux seules fins de leur radiodiffusion, si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) elle en est le propriétaire et il s'agit d'exemplaires autorisés par le titulaire du droit d'auteur ou elle est le titulaire d'une licence en permettant l'utilisation;</p>	Enregistrements éphémères : entreprise de radiodiffusion
1997, c. 24, s. 18(1)	<p><b>(2)</b> Subsection 30.9(4) of the Act is replaced by the following:</p>	<p><b>(2)</b> Le paragraphe 30.9(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	1997, ch. 24, par. 18(1)
Destruction	<p>(4) The broadcasting undertaking must destroy the reproduction when it no longer possesses the sound recording, or performer's performance or work embodied in the sound recording, or its licence to use the sound recording, performer's performance or work expires, or at the latest within 30 days after making the reproduction, unless the copyright owner authorizes the reproduction to be retained.</p>	<p>(4) Elle est tenue — sauf autorisation à l'effet contraire du titulaire du droit d'auteur — de détruire la reproduction dans les trente jours suivant sa réalisation ou, si elle est antérieure, soit à la date où l'enregistrement sonore ou la prestation ou oeuvre fixée au moyen d'un enregistrement sonore n'est plus en sa possession, soit à la date d'expiration de la licence permettant l'utilisation de l'enregistrement, de la prestation ou de l'oeuvre.</p>	Destruction
1997, c. 24, s. 18(1)	<p><b>(3)</b> Subsection 30.9(6) of the Act is repealed.</p>	<p><b>(3)</b> Le paragraphe 30.9(6) de la même loi est abrogé.</p>	1997, ch. 24, par. 18(1)
	<p><b>35.</b> The Act is amended by adding the following after section 31:</p>	<p><b>35.</b> La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 31, de ce qui suit :</p>	
Network services	<p style="text-align: center;"><i>Network Services</i></p> <p><b>31.1</b> (1) A person who, in providing services related to the operation of the Internet or another digital network, provides any means for the telecommunication or the reproduction of a work or other subject-matter through the Internet or that other network does not, solely by reason of providing those means, infringe copyright in that work or other subject-matter.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Services réseau</i></p> <p><b>31.1</b> (1) La personne qui, dans le cadre de la prestation de services liés à l'exploitation d'Internet ou d'un autre réseau numérique, fournit des moyens permettant la télécommunication ou la reproduction d'une oeuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur par l'intermédiaire d'Internet ou d'un autre réseau ne viole pas le droit d'auteur sur l'oeuvre ou l'autre objet du seul fait qu'elle fournit ces moyens.</p>	Services réseau
Exception	<p><b>(2)</b> Subsection (1) does not apply in respect of a service provided by the person if the provision of that service constitutes an infringement of copyright under subsection 27(2.3).</p>	<p><b>(2)</b> Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où la prestation du service par la personne constitue une violation du droit d'auteur prévue au paragraphe 27(2.3).</p>	Exception

Incidental acts	<u>(3) Subject to subsection (4), a person referred to in subsection (1) who caches the work or other subject-matter, or does any similar act in relation to it, to make the telecommunication more efficient does not, by virtue of that act alone, infringe copyright in the work or other subject-matter.</u>	<u>(3) Sous réserve du paragraphe (4), si la personne met l'oeuvre ou l'autre objet du droit d'auteur en antémémoire ou effectue toute autre opération similaire à leur égard en vue de rendre la télécommunication plus efficace, elle ne viole pas le droit d'auteur sur l'oeuvre ou l'autre objet du seul fait qu'elle accomplit un tel acte.</u>	Acte lié
Conditions for application	<u>(4) Subsection (3) does not apply unless the person, in respect of the work or other subject-matter,</u> <u>(a) does not modify it, other than for technical reasons;</u> <u>(b) ensures that any directions related to its caching or the doing of any similar act, as the case may be, that are established by whoever made it available for telecommunication through the Internet or another digital network, and that lend themselves to automated reading and execution, are read and executed; and</u> <u>(c) does not interfere with the lawful use of technology to obtain data on its use.</u>	<u>(4) Le paragraphe (3) ne s'applique que si la personne respecte les conditions ci-après en ce qui a trait à l'oeuvre ou à l'autre objet du droit d'auteur :</u> <u>a) elle ne les modifie pas, sauf pour des raisons techniques;</u> <u>b) elle veille à ce que les directives relatives à leur mise en antémémoire ou à l'exécution à leur égard d'une opération similaire, selon le cas, qui ont été établies par quiconque les a mis à disposition pour télécommunication par l'intermédiaire d'Internet ou d'un autre réseau numérique soient lues et exécutées automatiquement si elles s'y prêtent.</u> <u>c) elle n'entrave pas l'usage licite de la technologie pour l'obtention de données sur leur utilisation.</u>	Conditions d'application
Hosting	<u>(5) Subject to subsection (6), a person who, for the purpose of allowing the telecommunication of a work or other subject-matter through the Internet or another digital network, provides digital memory in which another person stores the work or other subject-matter does not, by virtue of that act alone, infringe copyright in the work or other subject-matter.</u>	<u>(5) Sous réserve du paragraphe (6), quiconque fournit à une personne une mémoire numérique pour qu'elle y stocke une oeuvre ou tout autre objet du droit d'auteur en vue de permettre leur télécommunication par l'intermédiaire d'Internet ou d'un autre réseau numérique ne viole pas le droit d'auteur sur l'oeuvre ou l'autre objet du seul fait qu'il fournit cette mémoire.</u>	Stockage
Condition for application	<u>(6) Subsection (5) does not apply in respect of a work or other subject-matter if the person providing the digital memory knows of a decision of a court of competent jurisdiction to the effect that the person who has stored the work or other subject-matter in the digital memory infringes copyright by making the copy of the work or other subject-matter that is stored or by the way in which he or she uses the work or other subject-matter.</u>	<u>(6) Le paragraphe (5) ne s'applique pas à l'égard d'une oeuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur si la personne qui fournit la mémoire numérique sait qu'un tribunal compétent a rendu une décision portant que la personne qui y a stocké l'oeuvre ou l'autre objet viole le droit d'auteur du fait de leur reproduction ou en raison de la manière dont elle les utilise.</u>	Conditions d'application
1997, c. 24, s. 19	<b>36. The portion of subsection 32(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>36. Le passage du paragraphe 32(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 19
Reproduction in alternate format	<b>32. (1) It is not an infringement of copyright for a person with a perceptual disability, for a person acting at the request of such a person or for a non-profit organization acting for the benefit of such a person to</b>	<b>32. (1) Ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour une personne ayant une déficience perceptuelle, une personne agissant à sa demande ou un organisme sans but lucratif agissant dans son intérêt, de se livrer à l'une des activités suivantes :</b>	Production d'un exemplaire sur un autre support
37. The Act is amended by adding the following after section 32:	<b>37. The Act is amended by adding the following after section 32:</b>	<b>37. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 32, de ce qui suit :</b>	
Sending copies outside Canada	<b>32.01 (1) Subject to this section, it is not an infringement of copyright for a non-profit organization acting for the benefit of persons with a print disability to make a copy, in a format specially designed for persons with a print disability, of a work and to send the copy to a non-profit organization in another country for use by persons with print disabilities in that country, if the author of the work that is reformatted is</b> <u>(a) a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Immigration and Refugee Protection Act</i>, or</u> <u>(b) a citizen or permanent resident of the country to which the copy is sent.</u>	<b>32.01 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, ne constitue pas une violation du droit d'auteur le fait, pour un organisme sans but lucratif agissant dans l'intérêt des personnes avant une déficience de lecture des imprimés, de reproduire une oeuvre sur un support destiné à ces personnes et d'envoyer la reproduction à un autre organisme sans but lucratif dans un autre pays à l'intention des personnes avant une telle déficience dans ce pays si l'auteur de l'oeuvre mise sur ce support est soit un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>, soit un citoyen ou un résident permanent du pays de destination.</b>	Envoi d'oeuvres à l'étranger
Limitation	<b>(2) Subsection (1) does not authorize a large print book or a cinematographic work to be sent outside Canada.</b>	<b>(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de permettre l'envoi à l'étranger d'une oeuvre cinématographique ou d'un livre imprimé en gros caractères.</b>	Exception
Work available in country	<b>(3) Subsection (1) does not authorize a copy to be sent to a country if the organization knows or has reason to believe that the work, in the format specially designed for persons with a print disability, is available in that country within a reasonable time and for a reasonable price, and may be located in that country with reasonable effort.</b>	<b>(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si l'organisme sans but lucratif sait ou a des motifs de croire qu'il est possible de se procurer l'oeuvre — sur un support destiné aux personnes avant une déficience de lecture des imprimés — dans le pays de destination, à un prix et dans un délai raisonnables, et de la trouver moyennant des efforts raisonnables.</b>	Existence d'exemplaires sur le marché
Royalty	<b>(4) The organization making and sending the copy shall pay, in accordance with the regulations, any royalty established under the regulations to the copyright owner in the work.</b>	<b>(4) L'organisme qui fait la reproduction et l'envoi à l'étranger verse conformément aux règlements les redevances réglementaires au titulaire du droit d'auteur.</b>	Redevances au titulaire du droit d'auteur
If copyright owner cannot be located	<b>(5) If the organization cannot locate the copyright owner, despite making reasonable efforts to do so, the organization shall pay, in accordance with the regulations, any royalty established under the regulations to a collective society.</b>	<b>(5) Si l'organisme est incapable de trouver le titulaire du droit d'auteur, malgré des efforts sérieux déployés à cette fin, il verse les redevances réglementaires à une société de gestion conformément aux règlements.</b>	Titulaire du droit d'auteur introuvable
Reports	<b>(6) The organization making and sending the copy shall submit reports to an authority in accordance with the regulations on the organization's activities under this section.</b>	<b>(6) L'organisme qui fait la reproduction et l'envoi à l'étranger fait rapport sur ses activités dans le cadre du présent article en conformité avec les règlements.</b>	Rapport
Regulations	<b>(7) The Governor in Council may make regulations</b>	<b>(7) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements :</b>	Règlements

	<p><u>(a) requiring a non-profit organization that seeks to send a copy outside Canada to, before doing so, enter into a contract with the recipient non-profit organization with respect to the use of the copy;</u></p> <p><u>(b) respecting the form and content of such contracts;</u></p> <p><u>(c) respecting any royalties to be paid under subsections (4) and (5);</u></p> <p><u>(d) respecting to which collective society a royalty is payable in relation to works or classes of works for the purposes of subsection (5);</u></p> <p><u>(e) respecting what constitutes reasonable efforts for the purposes of subsection (5); and</u></p> <p><u>(f) respecting the reports to be made, and the authorities to which the reports are to be submitted, under subsection (6).</u></p> <p><b>(8) In this section, "print disability" means a disability that prevents or inhibits a person from reading a literary, musical or dramatic work in its original format, and includes such a disability resulting from</b></p> <p><u>(a) severe or total impairment of sight or the inability to focus or move one's eyes;</u></p> <p><u>(b) the inability to hold or manipulate a book; or</u></p> <p><u>(c) an impairment relating to comprehension.</u></p>	<p><u>a) exigeant la conclusion d'un contrat, préalablement à l'envoi de la reproduction, entre l'organisme qui l'envoie et celui qui la reçoit relativement à l'utilisation de celle-ci;</u></p> <p><u>b) prévoyant la forme et le contenu du contrat;</u></p> <p><u>c) concernant les redevances à verser au titre des paragraphes (4) et (5);</u></p> <p><u>d) concernant les sociétés de gestion à qui verser les redevances à l'égard d'œuvres, ou de catégories d'œuvres, pour l'application du paragraphe (5);</u></p> <p><u>e) concernant ce qui constitue des efforts sérieux pour l'application du paragraphe (5);</u></p> <p><u>f) concernant les rapports à faire au titre du paragraphe (6) et l'autorité à qui les communiquer.</u></p>	
Meaning of "print disability"		<p><b>(8) Au présent article, « déficience de lecture des imprimés » s'entend de toute déficience qui empêche la lecture d'une œuvre littéraire, dramatique ou musicale sur le support original ou la rend difficile, en raison notamment :</b></p> <p><u>a) de la privation en tout ou en grande partie du sens de la vue ou de l'incapacité d'orienter le regard;</u></p> <p><u>b) de l'incapacité de tenir ou de manipuler un livre;</u></p> <p><u>c) d'une insuffisance relative à la compréhension.</u></p>	Définition de « déficience de lecture des imprimés »
	<p><b>38. Subsection 32.2(1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of paragraph (d), by adding "or" at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (e):</b></p> <p><u>(f) for an individual to use for private or non-commercial purposes, or permit the use of for those purposes, a photograph or portrait that was commissioned by the individual for personal purposes and made for valuable consideration, unless the individual and the owner of the copyright in the photograph or portrait have agreed otherwise.</u></p>	<p><b>38. Le paragraphe 32.2(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :</b></p> <p><u>f) le fait pour une personne physique d'utiliser à des fins non commerciales ou privées — ou de permettre d'utiliser à de telles fins — la photographie ou le portrait qu'elle a commandé à des fins personnelles et qui a été confectionné contre rémunération, à moins que la personne physique et le titulaire du droit d'auteur sur la photographie ou le portrait n'aient conclu une entente à l'effet contraire.</u></p>	
	<p><b>39. The Act is amended by adding the following after section 32.5:</b></p> <p><b>32.6</b> Despite sections 27, 28.1 and 28.2, if a person has, before the day on which subsection 15(1.1), 17.1(1) or 18(1.1) applies in respect of a particular performers' performance or sound recording, incurred an expenditure or a liability in connection with, or in preparation for, the doing of an act that would, if done after that day, have infringed rights under that subsection, any right or interest of that person that arises from, or in connection with, the doing of that act and that is subsisting and valuable on that day is not, for two years after the day on which this section comes into force, prejudiced or diminished by reason only of the subsequent application of that subsection in respect of the performers' performance or sound recording.</p>	<p><b>39. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 32.5, de ce qui suit :</b></p> <p><b>32.6</b> Par dérogation aux articles 27, 28.1 et 28.2, si avant la date à laquelle les droits visés à l'un des paragraphes 15(1.1), 17.1(1) et 18(1.1) s'appliquent à l'égard d'une prestation ou d'un enregistrement sonore donné, une personne a fait des dépenses ou contracté d'autres obligations relatives à l'exécution d'un acte qui, accompli après cette date, violerait ces droits, le seul fait que l'une de ces dispositions s'applique par la suite à la prestation ou à l'enregistrement sonore ne porte pas atteinte, pendant les deux ans suivant l'entrée en vigueur du présent article, aux droits ou intérêts de cette personne qui, d'une part, sont nés ou résultent de l'exécution de cet acte et, d'autre part, sont appréciables en argent à cette date.</p>	Protection de certains droits et intérêts
1997, c. 24, s. 19	<p><b>40. Subsection 33(1) of the Act is replaced by the following:</b></p> <p><b>33. (1)</b> Despite subsections 27(1), (2) and (4) and sections 27.1, 28.1 and 28.2, if a person has, before the later of January 1, 1996 and the day on which a country becomes a treaty country other than a WCT country, incurred an expenditure or liability in connection with, or in preparation for, the doing of an act that, if that country had been such a treaty country, would have infringed copyright in a work or moral rights in respect of a work, any right or interest of that person that arises from, or in connection with, the doing of that act and that is subsisting and valuable on the later of those days is not, except as provided by an order of the Board made under subsection 78(3), prejudiced or diminished by reason only of that country having become such a treaty country.</p>	<p><b>40. Le paragraphe 33(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p><b>33. (1)</b> Par dérogation aux paragraphes 27(1), (2) et (4) et aux articles 27.1, 28.1 et 28.2, dans le cas où, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996 ou, si elle est postérieure, la date où un pays devient un pays signataire autre qu'un pays partie au traité de l'ODA, une personne a fait des dépenses ou contracté d'autres obligations relatives à l'exécution d'un acte qui, accompli après cette date, violerait le droit d'auteur ou les droits moraux sur une œuvre, le seul fait que ce pays soit devenu un tel pays signataire ne porte pas atteinte aux droits ou intérêts de cette personne qui, d'une part, sont nés ou résultent de l'exécution de cet acte et, d'autre part, sont appréciables en argent à cette date, sauf dans la mesure prévue par une ordonnance de la Commission rendue en application du paragraphe 78(3).</p>	1997, ch. 24, art. 19
Certain rights and interests protected	<p><b>41. The Act is amended by adding the following after section 33:</b></p> <p><b>33.1 (1)</b> Despite subsections 27(1), (2) and (4) and sections 27.1, 28.1 and 28.2, if a person has, before the later of the day on which this section comes into force and the day on which a country that is a treaty country but not a WCT country becomes a WCT country, incurred an expenditure or liability in connection with, or in preparation for, the doing of an act that, if that country had been a WCT country, would have infringed a right under paragraph 3(1)(f), any right or interest of that person that arises from, or in connection with, the doing of that act and that is subsisting and valuable on the later of those days is not, except as provided by an order of the Board made under subsection 78(3), prejudiced or diminished by reason only of that country having</p>	<p><b>41. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 33, de ce qui suit :</b></p> <p><b>33.1 (1)</b> Par dérogation aux paragraphes 27(1), (2) et (4) et aux articles 27.1, 28.1 et 28.2, dans le cas où, avant la date d'entrée en vigueur du présent article ou, si elle est postérieure, la date où un pays signataire autre qu'un pays partie au traité de l'ODA devient un pays partie à ce traité, une personne a fait des dépenses ou contracté d'autres obligations relatives à l'exécution d'un acte qui, accompli après cette date, violerait le droit visé à l'alinéa 3(1)f), le seul fait que ce pays soit devenu un pays partie à ce traité ne porte pas atteinte aux droits ou intérêts de cette personne qui, d'une part, sont nés ou résultent de l'exécution de cet acte et, d'autre part, sont appréciables en argent à cette date, sauf dans la mesure prévue par une ordonnance de la Commission rendue en application du</p>	Protection de certains droits et intérêts

	become a WCT country.	paragraphe 78(3).	
Compensation	<u>(2) Despite subsection (1), a person's right or interest that is protected by that subsection terminates as against the copyright owner if and when the owner pays the person any compensation that is agreed to between the parties or, failing agreement, that is determined by the Board in accordance with section 78.</u>	<u>(2) Toutefois, les droits ou intérêts protégés en application du paragraphe (1) s'éteignent à l'égard du titulaire du droit d'auteur lorsque celui-ci verse à la personne visée à ce paragraphe une indemnité convenue par les deux parties, laquelle, à défaut d'entente, est déterminée par la Commission conformément à l'article 78.</u>	Indemnisation
Certain rights and interests protected	<u>33.2 (1) Despite subsections 27(1), (2) and (4) and sections 27.1, 28.1 and 28.2, if a person has, before the later of the day on which this section comes into force and the day on which a country that is not a treaty country becomes a WCT country, incurred an expenditure or a liability in connection with, or in preparation for, the doing of an act that, if that country had been a WCT country, would have infringed copyright in a work or moral rights in respect of a work, any right or interest of that person that arises from, or in connection with, the doing of that act and that is subsisting and valuable on the later of those days is not, except as provided by an order of the Board made under subsection 78(3), prejudiced or diminished by reason only of that country having become a WCT country.</u>	<u>33.2 (1) Par dérogation aux paragraphes 27(1), (2) et (4) et aux articles 27.1, 28.1 et 28.2, dans le cas où, avant la date d'entrée en vigueur du présent article ou, si elle est postérieure, la date où un pays qui n'est pas un pays signataire devient un pays partie au traité de l'ODA, une personne a fait des dépenses ou contracté d'autres obligations relatives à l'exécution d'un acte qui, accompli après cette date, violerait le droit d'auteur ou les droits moraux sur une oeuvre, le seul fait que ce pays soit devenu un pays partie à ce traité ne porte pas atteinte aux droits ou intérêts de cette personne qui, d'une part, sont nés ou résultent de l'exécution de cet acte et, d'autre part, sont appréciables en argent à cette date, sauf dans la mesure prévue par une ordonnance de la Commission rendue en application du paragraphe 78(3).</u>	Protection de certains droits et intérêts
Compensation	<u>(2) Despite subsection (1), a person's right or interest that is protected by that subsection terminates as against the copyright owner if and when that owner pays the person any compensation that is agreed to between the parties or, failing agreement, that is determined by the Board in accordance with section 78.</u>	<u>(2) Toutefois, les droits ou intérêts protégés en application du paragraphe (1) s'éteignent à l'égard du titulaire du droit d'auteur lorsque celui-ci verse à la personne visée à ce paragraphe une indemnité convenue par les deux parties, laquelle, à défaut d'entente, est déterminée par la Commission conformément à l'article 78.</u>	Indemnisation
	<b>42. The Act is amended by adding the following before section 34:</b>	<b>42. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 34, de ce qui suit :</b>	
	<i>Copyright Infringement</i>	<i>Violations du droit d'auteur</i>	
1997, c. 24, s. 20(1)	<b>43. Subsection 34(2) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>43. Le paragraphe 34(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 20(1)
Moral rights	<u>(2) In any proceedings for an infringement of moral rights, the court may grant to the holder of those rights all remedies by way of injunction, damages, accounts, delivery up and otherwise that are or may be conferred by law for the infringement of a right.</u>	<u>(2) Le tribunal saisi d'un recours en violation des droits moraux peut accorder au titulaire de ces droits les réparations qu'il pourrait accorder, par voie d'injonction, de dommages-intérêts, de reddition de compte, de remise ou autrement, et que la loi prévoit ou peut prévoir pour la violation d'un droit.</u>	Droits moraux
1997, c. 24, s. 20(1)	<b>44. The portion of subsection 34.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>44. Le passage du paragraphe 34.1(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 20(1)
Presumptions respecting copyright and ownership	<u>34.1 (1) In any civil proceedings taken under this Act in which the defendant puts in issue either the existence of the copyright or the title of the plaintiff to it.</u>	<u>34.1 (1) Dans toute procédure civile engagée en vertu de la présente loi où le défendeur conteste l'existence du droit d'auteur ou la qualité du demandeur :</u>	Présomption de propriété
1997, c. 24, s. 20(1)	<b>45. Sections 36 and 37 of the Act are repealed.</b>	<b>45. Les articles 36 et 37 de la même loi sont abrogés.</b>	1997, ch. 24, par. 20(1)
1997, c. 24, s. 20(1)	<b>46. (1) Subsections 38.1(1) to (3) of the Act are replaced by the following:</b>	<b>46. (1) Les paragraphes 38.1(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 20(1)
Statutory damages	<u>38.1 (1) Subject to this section, a copyright owner may elect, at any time before final judgment is rendered, to recover, instead of damages and profits referred to in subsection 35(1), an award of statutory damages for which any one infringer is liable individually, or for which any two or more infringers are liable jointly and severally,</u> <u>(a) in a sum of not less than \$500 and not more than \$20,000 that the court considers just, with respect to all infringements involved in the proceedings for each work or other subject-matter, if the infringements are for commercial purposes; and</u> <u>(b) in a sum of not less than \$100 and not more than \$5,000 that the court considers just, with respect to all infringements involved in the proceedings for all works or other subject-matter, if the infringements are for non-commercial purposes.</u>	<u>38.1 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le titulaire du droit d'auteur, en sa qualité de demandeur, peut, avant le jugement ou l'ordonnance qui met fin au litige, choisir de recouvrer, au lieu des dommages-intérêts et des profits visés au paragraphe 35(1), les dommages-intérêts préétablis ci-après pour les violations reprochées en l'instance à un même défendeur ou à plusieurs défendeurs solidairement responsables :</u> <u>a) dans le cas des violations commises à des fins commerciales, pour toutes les violations — relatives à une oeuvre donnée ou à un autre objet donné du droit d'auteur —, des dommages-intérêts dont le montant, d'au moins 500 \$ et d'au plus 20 000 \$, est déterminé selon ce que le tribunal estime équitable en l'occurrence;</u> <u>b) dans le cas des violations commises à des fins non commerciales, pour toutes les violations — relatives à toutes les oeuvres données ou tous les autres objets donnés du droit d'auteur —, des dommages-intérêts, d'au moins 100 \$ et d'au plus 5 000 \$, dont le montant est déterminé selon ce que le tribunal estime équitable en l'occurrence.</u>	Dommages-intérêts préétablis
Infringements not involved in the proceedings	<u>(1) If the copyright owner has made an election under subsection (1) with respect to a defendant's infringements that are for non-commercial purposes, they are barred from recovering statutory damages under this section from that defendant with respect to any other of the defendant's infringements that were done for non-commercial purposes before the institution of the proceedings in which the election was made.</u>	<u>(1) Toutefois, le titulaire du droit d'auteur qui a choisi de recouvrer des dommages-intérêts préétablis auprès de la personne visée au paragraphe (1) pour des violations qu'elle a commises à des fins non commerciales ne pourra pas recouvrer auprès d'elle de tels dommages-intérêts au titre du présent article pour les violations commises à ces fins avant la date de l'introduction de l'instance et qu'il ne lui a pas reprochées dans le cadre de celle-ci.</u>	Réserve
No other statutory damages	<u>(1.2) If a copyright owner has made an election under subsection (1) with respect to a defendant's infringements that are for non-commercial purposes,</u>	<u>(1.2) Si un titulaire du droit d'auteur a choisi de recouvrer des dommages-intérêts préétablis auprès de la personne visée au paragraphe (1) pour des violations</u>	Réserve

	<u>every other copyright owner is barred from electing to recover statutory damages under this section in respect of that defendant for any of the defendant's infringements that were done for non-commercial purposes before the institution of the proceedings in which the election was made.</u>	<u>qu'elle a commises à des fins non commerciales, aucun autre titulaire du droit d'auteur ne pourra recouvrer auprès d'elle de tels dommages-intérêts au titre du présent article pour les violations commises à ces fins avant la date de l'introduction de l'instance.</u>	
If defendant unaware of infringement	(2) If a copyright owner has made an election under subsection (1) and the defendant satisfies the court that the defendant was not aware and had no reasonable grounds to believe that the defendant had infringed copyright, the court may reduce the amount of the award <u>under paragraph (1)(a)</u> to less than \$500, but not less than \$200.	(2) Dans les cas où le défendeur convainc le tribunal qu'il ne savait pas et n'avait aucun motif raisonnable de croire qu'il avait violé le droit d'auteur, le tribunal peut réduire le montant des dommages-intérêts <u>visés à l'alinéa (1)a)</u> jusqu'à 200 \$.	Cas particuliers
Special case	(3) <u>In awarding statutory damages under paragraph (1)(a) or subsection (2)</u> , the court may award, with respect to each work or other subject-matter, a lower amount than \$500 or \$200, as the case may be, <u>that</u> the court considers just, if  (a) there is more than one work or other subject-matter in a single medium; and  (b) the awarding of even the minimum amount referred to in <u>that paragraph</u> or <u>that</u> subsection would result in a total award that, in the court's opinion, is grossly out of proportion to the infringement.  (2) <u>Subsection 38.1(5) of the Act is amended by striking out "and" at the end of paragraph (b), by adding "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):</u>  <u>(d) in the case of infringements for non-commercial purposes, the need for an award to be proportionate to the infringements, in consideration of the hardship the award may cause to the defendant, whether the infringement was for private purposes or not, and the impact of the infringements on the plaintiff.</u>  (3) <u>Subsection 38.1(6) of the Act is amended by striking out "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (c):</u>  <u>(d) a person who infringes copyright under subsection 27(2.3); or</u>  <u>(e) an educational institution that is sued in the circumstances referred to in subsection 30.02(7) or a person acting under its authority who is sued in the circumstances referred to in subsection 30.02(8).</u>	(3) Dans les cas où plus d'une oeuvre ou d'un autre objet du droit d'auteur sont incorporés dans un même support matériel, le tribunal peut, selon ce qu'il estime équitable en l'occurrence, réduire, à l'égard de chaque oeuvre ou autre objet du droit d'auteur, le montant minimal <u>visé à l'alinéa (1)a)</u> ou au paragraphe (2), selon le cas, s'il est d'avis que même s'il accordait le montant minimal de dommages-intérêts préétablis le montant total de ces dommages-intérêts serait extrêmement disproportionné à la violation.  (2) <u>Le paragraphe 38.1(5) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :</u>  <u>d) dans le cas d'une violation qui est commise à des fins non commerciales, la nécessité d'octroyer des dommages-intérêts dont le montant soit proportionnel à la violation et tienne compte des difficultés qui en résulteront pour le défendeur, du fait que la violation a été commise à des fins privées ou non et de son effet sur le demandeur.</u>  (3) <u>Le paragraphe 38.1(6) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :</u>  <u>d) la personne qui commet la violation visée au paragraphe 27(2.3);</u>  <u>e) l'établissement d'enseignement qui est poursuivi dans les circonstances prévues au paragraphe 30.02(7) et la personne agissant sous son autorité qui est poursuivie dans les circonstances prévues au paragraphe 30.02(8).</u>	Cas particuliers
1997, c. 24, s. 22	<b>47. Section 41 of the Act is replaced by the following:</b>  <u><i>Technological Protection Measures and Rights Management Information</i></u>  <b>41. The following definitions apply in this section and in sections 41.1 to 41.21.</b>	<b>47. L'article 41 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>  <u><i>Mesures techniques de protection et information sur le régime des droits</i></u>  <b>41. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 41.1 à 41.21.</b>	1997, ch. 24, art. 22
Definitions	<u>"circumvent" means,</u>  <u>(a) in respect of a technological protection measure within the meaning of paragraph (a) of the definition "technological protection measure", to descramble a scrambled work or decrypt an encrypted work or to otherwise avoid, bypass, remove, deactivate or impair the technological protection measure, unless it is done with the authority of the copyright owner; and</u>  <u>(b) in respect of a technological protection measure within the meaning of paragraph (b) of the definition "technological protection measure", to avoid, bypass, remove, deactivate or impair the technological protection measure.</u>	<u>« contourner »</u>  <u>a) S'agissant de la mesure technique de protection au sens de l'alinéa a) de la définition de ce terme, éviter, supprimer, désactiver ou entraver la mesure — notamment décoder ou déchiffrer l'oeuvre protégée par la mesure — sans l'autorisation du titulaire du droit d'auteur;</u>  <u>b) s'agissant de la mesure technique de protection au sens de l'alinéa b) de la définition de ce terme, éviter, supprimer, désactiver ou entraver la mesure.</u>	Définitions
"technological protection measure" « mesure technique de protection »	<u>"technological protection measure" means any effective technology, device or component that, in the ordinary course of its operation,</u>  <u>(a) controls access to a work, to a performer's performance fixed in a sound recording or to a sound recording and whose use is authorized by the copyright owner; or</u>  <u>(b) restricts the doing — with respect to a work, to a performer's performance fixed in a sound recording or to a sound recording — of any act referred to in section 3.15 or 18 and any act for which remuneration is payable under section 19.</u>	<u>« mesure technique de protection »</u> <u>"technological protection measure"</u>  <u>« mesure technique de protection » Toute technologie ou tout dispositif ou composant qui, dans le cadre normal de son fonctionnement :</u>  <u>a) soit contrôle efficacement l'accès à une oeuvre, à une prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou à un enregistrement sonore et est autorisé par le titulaire du droit d'auteur;</u>  <u>b) soit restreint efficacement l'accomplissement à l'égard d'une oeuvre, d'une prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou d'un enregistrement sonore, d'un acte visé aux articles 3.15 ou 18 ou pour lequel l'article 19 prévoit le versement d'une rémunération.</u>	
Prohibition	<b>41.1 (1) No person shall</b>  <u>(a) circumvent a technological protection measure within the meaning of paragraph (a) of the definition "technological protection measure" in section 41;</u>  <u>(b) offer services to the public or provide services if</u>	<b>41.1 (1) Nul ne peut :</b>  <u>a) contourner une mesure technique de protection au sens de l'alinéa a) de la définition de ce terme à l'article 41;</u>	Intention

	<p><u>(i) the services are offered or provided primarily for the purposes of circumventing a technological protection measure,</u></p> <p><u>(ii) the uses or purposes of those services are not commercially significant other than when they are offered or provided for the purposes of circumventing a technological protection measure, or</u></p> <p><u>(iii) the person markets those services as being for the purposes of circumventing a technological protection measure or acts in concert with another person in order to market those services as being for those purposes; or</u></p> <p><u>(c) manufacture, import, distribute, offer for sale or rental or provide — including by selling or renting — any technology, device or component if</u></p> <p><u>(i) the technology, device or component is designed or produced primarily for the purposes of circumventing a technological protection measure,</u></p> <p><u>(ii) the uses or purposes of the technology, device or component are not commercially significant other than when it is used for the purposes of circumventing a technological protection measure, or</u></p> <p><u>(iii) the person markets the technology, device or component as being for the purposes of circumventing a technological protection measure or acts in concert with another person in order to market the technology, device or component as being for those purposes.</u></p>	<p><u>b) offrir au public ou fournir des services si, selon le cas :</u></p> <p><u>(i) les services ont pour principal objet de contourner une mesure technique de protection,</u></p> <p><u>(ii) les services n'ont aucune application ou utilité importante du point de vue commercial si ce n'est le contournement d'une mesure technique de protection,</u></p> <p><u>(iii) il présente — lui-même ou de concert avec une autre personne — les services comme ayant pour objet le contournement d'une mesure technique de protection;</u></p> <p><u>c) fabriquer, importer, fournir, notamment par vente ou location, offrir en vente ou en location ou mettre en circulation toute technologie ou tout dispositif ou composant si, selon le cas :</u></p> <p><u>(i) la technologie ou le dispositif ou composant a été conçu ou produit principalement en vue de contourner une mesure technique de protection,</u></p> <p><u>(ii) la technologie ou le dispositif ou composant n'a aucune application ou utilité importante du point de vue commercial si ce n'est le contournement d'une mesure technique de protection,</u></p> <p><u>(iii) il présente au public — lui-même ou de concert avec une autre personne — la technologie ou le dispositif ou composant comme ayant pour objet le contournement d'une mesure technique de protection.</u></p>	
Circumvention of technological protection measure	<u>(2) The owner of the copyright in a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording in respect of which paragraph (1)(a) has been contravened is, subject to this Act and any regulations made under section 41.21, entitled to all remedies — by way of injunction, damages, accounts, delivery up and otherwise — that are or may be conferred by law for the infringement of copyright against the person who contravened that paragraph.</u>	<u>(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des règlements pris en vertu de l'article 41.21, le titulaire du droit d'auteur sur une oeuvre, une prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou un enregistrement sonore est admis, en cas de contravention de l'alinéa (1)a) relativement à l'oeuvre, à la prestation ou à l'enregistrement, à exercer contre le contrevenant tous les recours — en vue notamment d'une injonction, de dommages-intérêts, d'une reddition de compte ou d'une remise — que la loi prévoit ou peut prévoir pour la violation d'un droit d'auteur.</u>	Contournement de la mesure technique de protection
No statutory damages	<u>(3) The owner of the copyright in a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording in respect of which paragraph (1)(a) has been contravened may not elect under section 38.1 to recover statutory damages from an individual who contravened that paragraph only for his or her own private purposes.</u>	<u>(3) Le titulaire du droit d'auteur sur une oeuvre, une prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou un enregistrement sonore n'est pas admis à recouvrer les dommages-intérêts préétablis visés à l'article 38.1 dans le cas où l'auteur de la contravention à l'alinéa (1)a) est une personne physique et n'a contrevenu à cet alinéa qu'à des fins privées.</u>	Réserve
Services, technology, device or component	<u>(4) Every owner of the copyright in a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording in respect of which a technological protection measure has been or could be circumvented as a result of the contravention of paragraph (1)(b) or (c) is, subject to this Act and any regulations made under section 41.21, entitled to all remedies — by way of injunction, damages, accounts, delivery up and otherwise — that are or may be conferred by law for the infringement of copyright against the person who contravened paragraph (1)(b) or (c).</u>	<u>(4) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des règlements pris en vertu de l'article 41.21, le titulaire du droit d'auteur sur une oeuvre, une prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou un enregistrement sonore est admis à exercer, contre la personne qui a contrevenu aux alinéas (1)b) ou c), tous les recours — en vue notamment d'une injonction, de dommages-intérêts, d'une reddition de compte ou d'une remise — que la loi prévoit ou peut prévoir pour la violation d'un droit d'auteur, dans le cas où la contravention a entraîné ou pourrait entraîner le contournement de la mesure technique de protection qui protège l'oeuvre, la prestation ou l'enregistrement.</u>	Services, technologique, dispositif ou composant
Law enforcement and national security	<u>41.11 (1) Paragraph 41.1(1)(a) does not apply if a technological protection measure is circumvented for the purposes of an investigation related to the enforcement of any Act of Parliament or any Act of the legislature of a province, or for the purposes of activities related to the protection of national security.</u>	<u>41.11 (1) L'alinéa 41.1(1)a) ne s'applique pas dans le cas où la mesure technique de protection est contournée dans le cadre d'une enquête relative à l'application d'une loi fédérale ou provinciale ou d'activités liées à la sécurité nationale.</u>	Enquêtes
Services	<u>(2) Paragraph 41.1(1)(b) does not apply if the services are provided by or for the persons responsible for carrying out such an investigation or such activities.</u>	<u>(2) L'alinéa 41.1(1)b) ne s'applique pas dans le cas où les services sont fournis par les personnes chargées de mener l'enquête ou les activités ou pour ces personnes.</u>	Services
Technology, device or component	<u>(3) Paragraph 41.1(1)(c) does not apply if the technology, device or component is manufactured, imported or provided by the persons responsible for carrying out such an investigation or such activities, or is manufactured, imported, provided or offered for sale or rental as a service provided to those persons.</u>	<u>(3) L'alinéa 41.1(1)c) ne s'applique pas dans le cas où la technologie ou le dispositif ou composant est fabriqué, importé ou fourni par les personnes chargées de mener l'enquête ou les activités ou fabriqué, importé, offert en vente ou en location ou fourni dans le cadre de la prestation de services à ces personnes.</u>	Technologie, dispositif ou composant
Interpenibility of computer programs	<u>41.12 (1) Paragraph 41.1(1)(a) does not apply to a person who owns a computer program or a copy of one, or has a licence to use the program or copy, and who circumvents a technological protection measure that protects that program or copy for the sole purpose of obtaining information that would allow the person to make the program and any other computer program interoperable.</u>	<u>41.12 (1) L'alinéa 41.1(1)a) ne s'applique pas à la personne qui est le propriétaire d'un programme d'ordinateur ou d'un exemplaire de celui-ci, ou qui est titulaire d'une licence en permettant l'utilisation, et qui contourne la mesure technique de protection dans le seul but d'obtenir de l'information lui permettant de rendre ce programme et un autre programme d'ordinateur interopérables.</u>	Interopérabilité

Services	<u>(2) Paragraph 41.1(1)(b) does not apply to a person who offers services to the public or provides services for the purposes of circumventing a technological protection measure if the person does so for the purpose of making the computer program and any other computer program interoperable.</u>	<u>(2) L'alinéa 41.1(1)(b) ne s'applique pas à la personne qui offre au public ou fournit des services en vue de contourner la mesure technique de protection afin de rendre le programme et un autre programme d'ordinateur interopérables.</u>	Services
Technology, device or component	<u>(3) Paragraph 41.1(1)(c) does not apply to a person who manufactures, imports or provides a technology, device or component for the purposes of circumventing a technological protection measure if the person does so for the purpose of making the computer program and any other computer program interoperable and</u> <u>(a) uses that technology, device or component only for that purpose; or</u> <u>(b) provides that technology, device or component to another person only for that purpose.</u>	<u>(3) L'alinéa 41.1(1)(c) ne s'applique pas à la personne qui fabrique, importe ou fournit une technologie ou un dispositif ou composant en vue de contourner la mesure technique de protection afin de rendre le programme et un autre programme d'ordinateur interopérables et qui, soit les utilise uniquement à cette fin, soit les fournit à une autre personne uniquement à cette fin.</u>	Technologie, dispositif ou composant
Sharing of information	<u>(4) A person referred to in subsection (1) may communicate the information obtained under that subsection to another person for the purposes of allowing that person to make the computer program and any other computer program interoperable.</u>	<u>(4) La personne visée au paragraphe (1) peut communiquer l'information ainsi obtenue à toute autre personne afin de lui permettre de rendre le programme et un autre programme d'ordinateur interopérables.</u>	Communication de l'information
Limitation	<u>(5) A person to whom the technology, device or component referred to in subsection (3) is provided or to whom the information referred to in subsection (4) is communicated may use it only for the purpose of making the computer program and any other computer program interoperable.</u>	<u>(5) La personne à qui la technologie ou le dispositif ou composant visé au paragraphe (3) est fourni ou à qui l'information visée au paragraphe (4) est communiquée peut uniquement les utiliser en vue de rendre le programme et un autre programme d'ordinateur interopérables.</u>	Utilisation de technologie et d'information
Non-application	<u>(6) However, a person is not entitled to benefit from the exceptions under subsections (1) to (3) or (5) if, for the purposes of making the computer program and any other computer program interoperable, the person does an act that constitutes an infringement of copyright.</u>	<u>(6) Ne peut toutefois bénéficier de l'application des paragraphes (1) à (3) ou (5) la personne qui, en vue de rendre le programme et un autre programme d'ordinateur interopérables, accomplit un acte qui constitue une violation du droit d'auteur.</u>	Exclusion
Non-application	<u>(7) Furthermore, a person is not entitled to benefit from the exception under subsection (4) if, for the purposes of making the computer program and any other computer program interoperable, the person does an act that constitutes an infringement of copyright or an act that contravenes any Act of Parliament or any Act of the legislature of a province.</u>	<u>(7) Ne peut non plus bénéficier de l'application du paragraphe (4) la personne qui, en vue de rendre le programme et un autre programme d'ordinateur interopérables, accomplit un acte qui constitue une violation du droit d'auteur ou qui contrevient à une loi fédérale ou provinciale.</u>	Exclusion
Encryption research	<u>41.13 (1) Paragraph 41.1(1)(a) does not apply to a person who, for the purposes of encryption research, circumvents a technological protection measure by means of decryption if</u> <u>(a) it would not be practical to carry out the research without circumventing the technological protection measure;</u> <u>(b) the person has lawfully obtained the work, the performer's performance fixed in a sound recording or the sound recording that is protected by the technological protection measure; and</u> <u>(c) the person has informed the owner of the copyright in the work, the performer's performance fixed in a sound recording or the sound recording who has applied the technological protection measure.</u>	<u>41.13 (1) L'alinéa 41.1(1)(a) ne s'applique pas à la personne qui, en vue de faire une recherche sur le chiffrement, contourne une mesure technique de protection au moyen du déchiffrement, si les conditions suivantes sont réunies :</u> <u>a) la recherche est difficilement réalisable autrement;</u> <u>b) l'oeuvre, la prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou l'enregistrement sonore a été obtenu légalement;</u> <u>c) la personne en a informé le titulaire du droit d'auteur sur l'oeuvre, la prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou l'enregistrement sonore qui a protégé l'oeuvre, la prestation ou l'enregistrement par la mesure.</u>	Chiffrement
Non-application	<u>(2) However, a person acting in the circumstances referred to in subsection (1) is not entitled to benefit from the exception under that subsection if the person does an act that constitutes an infringement of copyright or an act that contravenes any Act of Parliament or any Act of the legislature of a province.</u>	<u>(2) Ne peut toutefois bénéficier de l'application du paragraphe (1) la personne qui, dans les circonstances prévues à ce paragraphe, accomplit un acte qui constitue une violation du droit d'auteur ou qui contrevient à une loi fédérale ou provinciale.</u>	Exclusion
Technology, device or component	<u>(3) Paragraph 41.1(1)(c) does not apply to a person referred to in subsection (1) who manufactures a technology, device or component for the purposes of circumventing a technological protection measure that is subject to paragraph 41.1(1)(a) if the person does so for the purpose of encryption research and</u> <u>(a) uses that technology, device or component only for that purpose; or</u> <u>(b) provides that technology, device or component only for that purpose to another person who is collaborating with the person.</u>	<u>(3) L'alinéa 41.1(1)(c) ne s'applique pas à la personne visée au paragraphe (1) qui fabrique une technologie ou un dispositif ou composant en vue de contourner la mesure technique de protection visée à l'alinéa 41.1(1)(a) afin de faire une recherche sur le chiffrement et qui, soit l'utilise uniquement à cette fin, soit le fournit à une autre personne qui collabore avec elle à la recherche sur le chiffrement.</u>	Technologie, dispositif ou composant
Personal information	<u>41.14 (1) Paragraph 41.1(1)(a) does not apply to a person who circumvents a technological protection measure if</u> <u>(a) the work, performer's performance fixed in a sound recording or sound recording that is protected by the technological protection measure is not accompanied by a notice indicating that its use will permit a third party to collect and communicate personal information relating to the user or, in the case where it is accompanied by such a notice, the user is not provided with the option to prevent the collection and communication of personal information without the user's use of it being restricted; and</u>	<u>41.14 (1) L'alinéa 41.1(1)(a) ne s'applique pas à la personne qui contourne la mesure technique de protection d'une oeuvre, d'une prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou d'un enregistrement sonore si les conditions suivantes sont réunies :</u> <u>a) l'oeuvre, la prestation ou l'enregistrement n'est pas accompagné d'un avertissement indiquant que son utilisation permet à un tiers de collecter et de communiquer des renseignements personnels sur l'utilisateur ou, s'il l'est, l'utilisateur ne peut empêcher la collecte et la communication de ces renseignements sans que l'utilisation ne soit restreinte;</u>	Renseignements personnels

	<u>(b) the only purpose of circumventing the technological protection measure is to verify whether it permits the collection or communication of personal information and, if it does, to prevent it.</u>	<u>b) le contournement a uniquement pour objet de vérifier si la mesure technique de protection ou l'oeuvre, la prestation ou l'enregistrement permet la collecte ou la communication de renseignements personnels ou, le cas échéant, de les empêcher.</u>	
Services, technology, device or component	<u>(2) Paragraphs 41.1(1)(b) and (c) do not apply to a person who offers services to the public or provides services, or manufactures, imports or provides a technology, device or component, for the purposes of circumventing a technological protection measure in accordance with subsection (1), to the extent that the services, technology, device or component do not unduly impair the technological protection measure.</u>	<u>(2) Les alinéas 41.1(1)(b) et c) ne s'appliquent pas à la personne qui offre au public ou fournit des services, ou qui fabrique, importe ou fournit une technologie ou un dispositif ou composant, en vue du contournement d'une mesure technique de protection en conformité avec le paragraphe (1) dans la mesure où les services, la technologie ou le dispositif ou composant ne nuisent pas indûment au fonctionnement de la mesure technique de protection.</u>	Services, technologie, dispositif ou composant
Security	<u>41.15 (1) Paragraph 41.1(1)(a) does not apply to a person who circumvents a technological protection measure that is subject to that paragraph for the sole purpose of, with the consent of the owner or administrator of a computer, computer system or computer network, assessing the vulnerability of the computer, system or network or correcting any security flaws.</u>	<u>41.15 (1) L'alinéa 41.1(1)(a) ne s'applique pas à la personne qui contourne la mesure technique de protection visée à cet alinéa dans le seul but d'évaluer la vulnérabilité d'un ordinateur, d'un système informatique ou d'un réseau d'ordinateurs ou de corriger tout défaut de sécurité dans le cas où l'évaluation ou la correction sont autorisées par le propriétaire ou l'administrateur de ceux-ci.</u>	Sécurité
Services	<u>(2) Paragraph 41.1(1)(b) does not apply if the services are provided to a person described in subsection (1).</u>	<u>(2) L'alinéa 41.1(1)(b) ne s'applique pas dans le cas où les services sont fournis à la personne visée au paragraphe (1).</u>	Services
Technology, device or component	<u>(3) Paragraph 41.1(1)(c) does not apply if the technology, device or component is manufactured or imported by a person described in subsection (1), or is manufactured, imported, provided — including by selling or renting — offered for sale or rental or distributed as a service provided to that person.</u>	<u>(3) L'alinéa 41.1(1)(c) ne s'applique pas dans le cas où la technologie ou le dispositif ou composant est fabriqué ou importé par la personne visée au paragraphe (1), ou est fabriqué, importé, fourni, notamment par vente ou location, offert en vente ou en location ou mis en circulation dans le cadre de services fournis à cette personne.</u>	Technologie, dispositif ou composant
Non-application	<u>(4) A person acting in the circumstances referred to in subsection (1) is not entitled to benefit from the exception under that subsection if the person does an act that constitutes an infringement of copyright or an act that contravenes any Act of Parliament or any Act of the legislature of a province.</u>	<u>(4) Ne peut toutefois bénéficier de l'application du paragraphe (1) la personne qui, dans les circonstances prévues à ce paragraphe, accomplit un acte qui constitue une violation du droit d'auteur ou qui contrevient à une loi fédérale ou provinciale.</u>	Exclusion
Persons with perceptual disabilities	<u>41.16 (1) Paragraph 41.1(1)(a) does not apply to a person with a perceptual disability, another person acting at their request or a non-profit organization acting for their benefit if that person or organization circumvents a technological protection measure for the sole purpose of making a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording perceptible to the person with a perceptual disability.</u>	<u>41.16 (1) L'alinéa 41.1(1)(a) ne s'applique pas à la personne ayant une déficience perceptuelle — ni à la personne agissant à sa demande ou à l'organisme sans but lucratif agissant dans son intérêt — qui contourne la mesure technique de protection dans le seul but de rendre perceptible l'oeuvre, la prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou l'enregistrement sonore protégé par la mesure.</u>	Personnes ayant une déficience perceptuelle
Services, technology, device or component	<u>(2) Paragraphs 41.1(1)(b) and (c) do not apply to a person who offers or provides services to persons or organizations referred to in subsection (1), or manufactures, imports or provides a technology, device or component, for the purposes of enabling those persons or organizations to circumvent a technological protection measure in accordance with that subsection, to the extent that the services, technology, device or component do not unduly impair the technological protection measure.</u>	<u>(2) Les alinéas 41.1(1)(b) et c) ne s'appliquent pas à la personne qui offre ou fournit des services, ou qui fabrique, importe ou fournit une technologie ou un dispositif ou composant, en vue de permettre aux personnes ou à l'organisme visés au paragraphe (1) de contourner une mesure technique de protection en conformité avec ce paragraphe dans la mesure où les services, la technologie ou le dispositif ou composant ne nuisent pas indûment au fonctionnement de la mesure technique de protection.</u>	Services, technologie, dispositif ou composant
Broadcasting undertakings	<u>41.17 Paragraph 41.1(1)(a) does not apply to a technological protection measure for the sole purpose of making an ephemeral reproduction of a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording in accordance with section 30.9, unless the owner of the copyright in the work, the performer's performance fixed in a sound recording or the sound recording that is protected by the technological protection measure makes available the necessary means to enable the making of such a reproduction in a timely manner in light of the broadcasting undertaking's business requirements.</u>	<u>41.17 L'alinéa 41.1(1)(a) ne s'applique pas à l'entreprise de radiodiffusion qui contourne la mesure technique de protection dans le seul but de faire une reproduction éphémère conformément à l'article 30.9 dans le cas où le titulaire du droit d'auteur sur l'oeuvre, la prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou l'enregistrement sonore protégé par la mesure technique ne lui fournit pas les moyens de faire une telle reproduction en temps utile, compte tenu des exigences des affaires normales de l'entreprise.</u>	Entreprises de radiodiffusion
Radio apparatus	<u>41.18 (1) Paragraph 41.1(1)(a) does not apply to a person who circumvents a technological protection measure on a radio apparatus for the sole purpose of gaining access to a telecommunications service by means of the radio apparatus.</u>	<u>41.18 (1) L'alinéa 41.1(1)(a) ne s'applique pas à la personne qui contourne la mesure technique de protection d'un appareil radio uniquement afin d'accéder à un service de télécommunication au moyen de celui-ci.</u>	Appareil radio
Services or technology, device or component	<u>(2) Paragraphs 41.1(1)(b) and (c) do not apply to a person who offers the services to the public or provides the services, or manufactures, imports or provides the technology, device or component, for the sole purpose of facilitating access to a telecommunications service by means of a radio apparatus.</u>	<u>(2) Les alinéas 41.1(1)(b) et c) ne s'appliquent pas à la personne qui offre au public ou fournit des services, ou qui fabrique, importe ou fournit une technologie ou un dispositif ou composant visant uniquement à faciliter l'accès à un service de télécommunication au moyen d'un appareil radio.</u>	Services
Definitions	<u>(3) The following definitions apply in this section.</u>	<u>(3) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</u>	Définitions
"radio apparatus" « appareil radio »	<u>"radio apparatus" has the same meaning as in section 2 of the Radiocommunication Act.</u>	<u>« appareil radio » S'entend au sens de l'article 2 de la Loi sur la radiocommunication.</u>	« appareil radio » "radio apparatus"
"telecommunications service" « service de télécommunication »	<u>"telecommunications service" has the same meaning as in subsection 2(1) of the Telecommunications Act.</u>		

		« service de télécommunication » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les télécommunications</i> .	« service de télécommunication » "telecommunications service"
Reduction of damages	<u>41.19</u> A court may reduce or remit the amount of damages it awards in the circumstances described in subsection 41.1(1) if the defendant satisfies the court that the defendant was not aware, and had no reasonable grounds to believe, that the defendant's acts constituted a contravention of that subsection.	<u>41.19</u> Le tribunal peut annuler ou réduire le montant des dommages-intérêts qu'il accorde, dans les cas visés au paragraphe 41.1(1), si le défendeur le convainc qu'il ne savait pas et n'avait aucun motif raisonnable de croire qu'il avait contrevenu à ce paragraphe.	Annulation ou réduction de dommages-intérêts
Injunction only remedy	<u>41.2</u> If a court finds that a defendant that is a library, archive or museum or an educational institution has contravened subsection 41.1(1) and the defendant satisfies the court that it was not aware, and had no reasonable grounds to believe, that its actions constituted a contravention of that subsection, the plaintiff is not entitled to any remedy other than an injunction.	<u>41.2</u> Dans le cas où le défendeur est une bibliothèque, un musée, un service d'archives ou un établissement d'enseignement et où le tribunal est d'avis qu'il a contrevenu au paragraphe 41.1(1), le demandeur ne peut obtenir qu'une injonction à l'égard du défendeur si celui-ci convainc le tribunal qu'il ne savait pas et n'avait aucun motif raisonnable de croire qu'il avait contrevenu à ce paragraphe.	Cas où le seul recours est l'injonction
Regulations	<u>41.21 (1)</u> The Governor in Council may make regulations excluding from the application of section 41.1 any technological protection measure that protects a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording, or classes of them, or any class of such technological protection measures, if the Governor in Council considers that the application of that section to the technological protection measure or class of technological protection measures would unduly restrict competition in the aftermarket sector in which the technological protection measure is used.	<u>41.21 (1)</u> Le gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire à l'application de l'article 41.1 toute mesure technique de protection ou catégorie de mesures techniques de protection de l'oeuvre, de la prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou de l'enregistrement sonore ou toute catégorie de ceux-ci, s'il estime que l'application de cet article à la mesure diminuerait indûment la concurrence sur le marché secondaire où celle-ci est utilisée.	Règlements
Regulations	<u>(2)</u> The Governor in Council may make regulations  <u>(a)</u> prescribing additional circumstances in which paragraph 41.1(1)(a) does not apply, having regard to the following factors:  <u>(i)</u> whether not being permitted to circumvent a technological protection measure that is subject to that paragraph could adversely affect the use a person may make of a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording when that use is authorized,  <u>(ii)</u> whether the work, the performer's performance fixed in a sound recording or the sound recording is commercially available,  <u>(iii)</u> whether not being permitted to circumvent a technological protection measure that is subject to that paragraph could adversely affect criticism, review, news reporting, commentary, parody, satire, teaching, scholarship or research that could be made or done in respect of the work, the performer's performance fixed in a sound recording or the sound recording,  <u>(iv)</u> whether being permitted to circumvent a technological protection measure that is subject to that paragraph could adversely affect the market for the work, the performer's performance fixed in a sound recording or the sound recording or its market value,  <u>(v)</u> whether the work, the performer's performance fixed in a sound recording or the sound recording is commercially available in a medium and in a quality that is appropriate for non-profit archival, preservation or educational uses, and  <u>(vi)</u> any other relevant factor; and  <u>(b)</u> requiring the owner of the copyright in a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording that is protected by a technological protection measure to provide access to the work, performer's performance fixed in a sound recording or sound recording to persons who are entitled to the benefit of any of the limitations on the application of paragraph 41.1(1)(a) prescribed under paragraph (a). The regulations may prescribe the manner in which, and the time within which, access is to be provided, as well as any conditions that the owner of the copyright is to comply with.	<u>(2)</u> Le gouverneur en conseil peut, par règlement :  <u>a)</u> prévoir d'autres cas dans lesquels l'alinéa 41.1(1) <i>b)</i> ne s'applique pas, compte tenu des critères suivants :  <u>(i)</u> le fait que l'impossibilité de contourner une mesure technique de protection visée à cet alinéa pourrait nuire à une utilisation autorisée qui peut être faite d'une oeuvre, d'une prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou d'un enregistrement sonore,  <u>(ii)</u> l'accessibilité sur le marché de l'oeuvre, de la prestation ou de l'enregistrement,  <u>(iii)</u> le fait que l'impossibilité de contourner une telle mesure technique de protection pourrait nuire à toute critique et à tout compte rendu, nouvelle, commentaire, parodie, satire, enseignement, étude ou recherche dont l'oeuvre, la prestation ou l'enregistrement peut faire l'objet,  <u>(iv)</u> le fait que la possibilité de contourner une telle mesure technique de protection pourrait nuire à la valeur marchande, ou à la demande sur le marché, de l'oeuvre, de la prestation ou de l'enregistrement,  <u>(v)</u> le fait que l'oeuvre, la prestation ou l'enregistrement protégé par une telle mesure technique de protection est accessible sur le marché et est sur un support qui permet l'archivage par une organisation sans but lucratif, la préservation ou l'utilisation à des fins pédagogiques,  <u>(vi)</u> tout autre critère pertinent;  <u>b)</u> prévoir que le titulaire du droit d'auteur sur l'oeuvre, la prestation ou l'enregistrement protégé par une telle mesure technique est tenu d'y donner accès à la personne qui jouit d'une exception prévue sous le régime de l'alinéa <i>a)</i> et préciser les modalités — notamment de temps — d'accès ou autres auxquelles le titulaire doit se conformer.	Règlements
Prohibition — rights management information	<u>41.22 (1)</u> No person shall knowingly remove or alter any rights management information in electronic form without the consent of the owner of the copyright in the work, the performer's performance or the sound recording, if the person knows or should have known that the removal or alteration will facilitate or conceal any infringement of the owner's copyright or adversely affect the owner's right to remuneration under section 19.	<u>41.22 (1)</u> Nul ne peut supprimer ou modifier sciemment, sans l'autorisation du titulaire du droit d'auteur sur l'oeuvre, la prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou l'enregistrement sonore, l'information sur le régime des droits sous forme électronique, alors qu'il sait ou devrait savoir que cet acte aura pour effet de faciliter ou de cacher toute violation du droit d'auteur du titulaire ou de porter atteinte à son droit d'être rémunéré en vertu de l'article 19.	Interdiction : information sur le régime des droits
Removal or alteration of rights management information	<u>(2)</u> The owner of the copyright in a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording is, subject to this Act, entitled to all remedies	<u>(2)</u> Le titulaire du droit d'auteur est alors admis, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, à exercer contre la personne qui contrevient au paragraphe	Suppression ou modification de l'information sur le régime des droits

	— by way of injunction, damages, accounts, delivery up and otherwise—that are or may be conferred by law for the infringement of copyright against a person who contravenes subsection (1).	(1) tous les recours — en vue notamment d'une injonction, de dommages-intérêts, d'une reddition de compte ou d'une remise — que la loi prévoit ou peut prévoir pour la violation d'un droit d'auteur.	
Subsequent acts	(3) The copyright owner referred to in subsection (2) has the same remedies against a person who, without the owner's consent, knowingly does any of the following acts with respect to any material form of the work, the performer's performance fixed in a sound recording or the sound recording and knows or should have known that the rights management information has been removed or altered in a way that would give rise to a remedy under that subsection:  (a) sells it or rents it out; (b) distributes it to an extent that the copyright owner is prejudicially affected; (c) by way of trade, distributes it, exposes or offers it for sale or rental or exhibits it in public; (d) imports it into Canada for the purpose of doing anything referred to in any of paragraphs (a) to (c); or (e) communicates it to the public by telecommunication.	(3) Le titulaire du droit d'auteur visé au paragraphe (2) a les mêmes recours contre la personne qui, sans son autorisation, accomplit sciemment tout acte ci-après en ce qui a trait à toute forme matérielle de l'oeuvre, de la prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou de l'enregistrement sonore, alors qu'elle sait ou devrait savoir que l'information sur le régime des droits a été supprimée ou modifiée de manière à donner lieu à un recours au titre de ce paragraphe :  a) la vente ou la location; b) la mise en circulation de façon à porter préjudice au titulaire du droit d'auteur; c) la mise en circulation, la mise ou l'offre en vente ou en location, ou l'exposition en public, dans un but commercial; d) l'importation au Canada en vue de l'un des actes visés aux alinéas a) à c); e) la communication au public par télécommunication.	Autres actes
Definition of "rights management information"	(4) In this section, "rights management information" means information that  (a) is attached to or embodied in a copy of a work, a performer's performance fixed in a sound recording or a sound recording, or appears in connection with its communication to the public by telecommunication; and (b) identifies or permits the identification of the work or its author, the performance or its performer, the sound recording or its maker or the holder of any rights in the work, the performance or the sound recording, or concerns the terms or conditions of the work's, performance's or sound recording's use.	(4) Au présent article, « information sur le régime des droits » s'entend de l'information qui, d'une part, est jointe ou intégrée à un exemplaire d'une oeuvre, à une prestation fixée au moyen d'un enregistrement sonore ou à un enregistrement sonore, ou apparaît à l'égard de leur communication au public par télécommunication et qui, d'autre part, les identifie, en identifie l'auteur, l'artiste-interprète ou le producteur, ou identifie tout titulaire d'un droit sur eux, ou permet de le faire. Est également visée par la présente définition l'information sur les conditions et modalités de leur utilisation.	Définition de « information sur le régime des droits »
	<i>General Provisions</i>	<i>Dispositions générales</i>	
Protection of separate rights	<b>41.23</b> (1) Subject to this section, the owner of any copyright, or any person or persons deriving any right, title or interest by assignment or grant in writing from the owner, may individually for himself or herself, as a party to the proceedings in his or her own name, protect and enforce any right that he or she holds, and, to the extent of that right, title and interest, is entitled to the remedies provided by this Act.	<b>41.23</b> (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le titulaire d'un droit d'auteur ou quiconque possède un droit, un titre ou un intérêt acquis par cession ou concession consentie par écrit par le titulaire peut, individuellement pour son propre compte, en son propre nom comme partie à une procédure, soutenir et faire valoir les droits qu'il détient, et il peut exercer les recours prévus par la présente loi dans toute l'étendue de son droit, de son titre et de son intérêt.	Protection des droits distincts
Copyright owner to be made party	(2) If proceedings under subsection (1) are taken by a person other than the copyright owner, the copyright owner shall be made a party to those proceedings, except  (a) in the case of proceedings taken under section 44.1, 44.2 or 44.4; (b) in the case of interlocutory proceedings, unless the court is of the opinion that the interests of justice require the copyright owner to be a party; and (c) in any other case in which the court is of the opinion that the interests of justice do not require the copyright owner to be a party.	(2) Lorsqu'une procédure est engagée au titre du paragraphe (1) par une personne autre que le titulaire du droit d'auteur, ce dernier doit être constitué partie à cette procédure sauf :  a) dans le cas d'une procédure engagée en vertu des articles 44.1, 44.2 ou 44.4; b) dans le cas d'une procédure interlocutoire, à moins que le tribunal estime qu'il est dans l'intérêt de la justice de constituer le titulaire du droit d'auteur partie à la procédure; c) dans tous les autres cas où le tribunal estime que l'intérêt de la justice ne l'exige pas.	Partie à la procédure
Owner's liability for costs	(3) A copyright owner who is made a party to proceedings under subsection (2) is not liable for any costs unless the copyright owner takes part in the proceedings.	(3) Le titulaire du droit d'auteur visé au paragraphe (2) n'est pas tenu de payer les frais à moins d'avoir participé à la procédure.	Frais
Apportionment of damages, profits	(4) If a copyright owner is made a party to proceedings under subsection (2), the court, in awarding damages or profits, shall, subject to any agreement between the person who took the proceedings and the copyright owner, apportion the damages or profits referred to in subsection 35(1) between them as the court considers appropriate.	(4) Le tribunal peut, sous réserve de toute entente entre le demandeur et le titulaire du droit d'auteur visé au paragraphe (2), répartir entre eux, de la manière qu'il estime indiquée, les dommages-intérêts et les profits visés au paragraphe 35(1).	Répartition des dommages-intérêts
Concurrent jurisdiction of Federal Court	<b>41.24</b> The Federal Court has concurrent jurisdiction with provincial courts to hear and determine all proceedings, other than the prosecution of offences under sections 42 and 43, for the enforcement of a provision of this Act or of the civil remedies provided by this Act.	<b>41.24</b> La Cour fédérale, concurremment avec les tribunaux provinciaux, connaît de toute procédure liée à l'application de la présente loi, à l'exclusion des poursuites des infractions visées aux articles 42 et 43.	Jurisdiction concurrente de la Cour fédérale
	<i>PROVISIONS RESPECTING PROVIDERS OF NETWORK SERVICES OR INFORMATION LOCATION TOOLS</i>	<i>DISPOSITIONS CONCERNANT LES FOURNISSEURS DE SERVICES RÉSEAU ET D'OUTILS DE REPÉRAGE</i>	
Notice of claimed infringement	<b>41.25</b> (1) An owner of the copyright in a work or other subject-matter may send a notice of claimed infringement to a person who provides  (a) the means, in the course of providing services related to the operation of the Internet or another digital network, of telecommunication through which the electronic location that is the subject of the claim	<b>41.25</b> (1) Le titulaire d'un droit d'auteur sur une oeuvre ou tout autre objet du droit d'auteur peut envoyer un avis de prétendue violation à la personne qui fournit, selon le cas :  a) dans le cadre de la prestation de services liés à l'exploitation d'Internet ou d'un autre réseau numérique, les moyens de télécommunication par	Avis de prétendue violation

	<p>of infringement is connected to the Internet or another digital network;</p> <p>(b) for the purpose set out in subsection 31.1(5), the digital memory that is used for the electronic location to which the claim of infringement relates; or</p> <p>(c) an information location tool as defined in subsection 41.27(5).</p>	<p>lesquels l'emplacement électronique qui fait l'objet de la prétendue violation est connecté à Internet ou à tout autre réseau numérique;</p> <p>b) en vue du stockage visé au paragraphe 31.1(5), la mémoire numérique qui est utilisée pour l'emplacement électronique en cause;</p> <p>c) un outil de repérage au sens du paragraphe 41.27(5).</p>	
Fom and content of notice	<p>(2) A notice of claimed infringement shall be in writing in the form, if any, prescribed by regulation and shall</p> <p>(a) state the claimant's name and address and any other particulars prescribed by regulation that enable communication with the claimant;</p> <p>(b) identify the work or other subject-matter to which the claimed infringement relates;</p> <p>(c) state the claimant's interest or right with respect to the copyright in the work or other subject-matter;</p> <p>(d) specify the location data for the electronic location to which the claimed infringement relates;</p> <p>(e) specify the infringement that is claimed;</p> <p>(f) specify the date and time of the commission of the claimed infringement; and</p> <p>(g) contain any other information that may be prescribed by regulation.</p>	<p>(2) L'avis de prétendue violation est établi par écrit, en la forme éventuellement prévue par règlement, et, en outre :</p> <p>a) précise les nom et adresse du demandeur et contient tout autre renseignement prévu par règlement qui permet la communication avec lui;</p> <p>b) identifie l'oeuvre ou l'autre objet du droit d'auteur auquel la prétendue violation se rapporte;</p> <p>c) déclare les intérêts ou droits du demandeur à l'égard de l'oeuvre ou de l'autre objet visé;</p> <p>d) précise les données de localisation de l'emplacement électronique qui fait l'objet de la prétendue violation;</p> <p>e) précise la prétendue violation;</p> <p>f) précise la date et l'heure de la commission de la prétendue violation;</p> <p>g) contient, le cas échéant, tout autre renseignement prévu par règlement.</p>	Forme de l'avis
Obligations related to notice	<p><b>41.26 (1)</b> A person described in paragraph 41.25(1)(a) or (b) who receives a notice of claimed infringement that complies with subsection 41.25(2) shall, on being paid any fee that the person has lawfully charged for doing so,</p> <p>(a) without delay forward the notice electronically to the person to whom the electronic location identified by the location data specified in the notice belongs and inform the claimant of its forwarding or, if applicable, of the reason why it was not possible to forward it; and</p> <p>(b) retain records that will allow the identity of the person to whom the electronic location belongs to be determined, and do so for six months beginning on the day on which the notice of claimed infringement is received or, if the claimant commences proceedings relating to the claimed infringement and so notifies the person before the end of those six months, for one year after the day on which the person receives the notice of claimed infringement.</p>	<p><b>41.26 (1)</b> La personne visée aux alinéas 41.25(1)a) ou b) qui reçoit un avis conforme au paragraphe 41.25(2) a l'obligation d'accomplir les actes ci-après, moyennant paiement des droits qu'elle peut exiger :</p> <p>a) transmettre sans délai par voie électronique une copie de l'avis à la personne à qui appartient l'emplacement électronique identifié par les données de localisation qui sont précisées dans l'avis et informer sans délai le demandeur de cette transmission ou, le cas échéant, des raisons pour lesquelles elle n'a pas pu l'effectuer;</p> <p>b) conserver, pour une période de six mois à compter de la date de réception de l'avis de prétendue violation, un registre permettant d'identifier la personne à qui appartient l'emplacement électronique et, dans le cas où, avant la fin de cette période, une procédure est engagée par le titulaire du droit d'auteur à l'égard de la prétendue violation et qu'elle en a reçu avis, conserver le registre pour une période d'un an suivant la date de la réception de l'avis de prétendue violation.</p>	Obligations
Fees related to notices	<p>(2) The Minister may, by regulation, fix the maximum fee that a person may charge for performing his or her obligations under subsection (1). If no maximum is fixed by regulation, the person may not charge any amount under that subsection.</p>	<p>(2) Le ministre peut, par règlement, fixer le montant maximal des droits qui peuvent être exigés pour les actes prévus au paragraphe (1). À défaut de règlement à cet effet, le montant de ces droits est nul.</p>	Droits
Damages related to notices	<p>(3) A claimant's only remedy against a person who fails to perform his or her obligations under subsection (1) is statutory damages in an amount that the court considers just, but not less than \$5,000 and not more than \$10,000.</p>	<p>(3) Le seul recours dont dispose le demandeur contre la personne qui n'exécute pas les obligations que lui impose le paragraphe (1) est le recouvrement des dommages-intérêts préétablis dont le montant est, selon ce que le tribunal estime équitable en l'occurrence, d'au moins 5 000 \$ et d'au plus 10 000 \$.</p>	Dommmages-intérêts
Regulations — change of amounts	<p>(4) The Governor in Council may, by regulation, increase or decrease the minimum or maximum amount of statutory damages set out in subsection (3).</p>	<p>(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, changer les montants minimal et maximal des dommages-intérêts préétablis visés au paragraphe (3).</p>	Règlement
Injunctive relief only — providers of information location tools	<p><b>41.27 (1)</b> In any proceedings for infringement of copyright, the owner of the copyright in a work or other subject-matter is not entitled to any remedy other than an injunction against a provider of an information location tool that is found to have infringed copyright by making a reproduction of the work or other subject-matter or by communicating that reproduction to the public by telecommunication.</p>	<p><b>41.27 (1)</b> Dans les procédures pour violation du droit d'auteur, le titulaire du droit d'auteur ne peut obtenir qu'une injonction comme recours contre le fournisseur d'un outil de repérage en cas de détermination de responsabilité pour violation du droit d'auteur découlant de la reproduction de l'oeuvre ou de l'autre objet du droit d'auteur ou de la communication de la reproduction au public par télécommunication.</p>	Injonction : fournisseurs d'outils de repérage
Conditions for application	<p>(2) Subsection (1) applies only if the provider, in respect of the work or other subject-matter,</p> <p>(a) makes and caches, or does any act similar to caching, the reproduction in an automated manner for the purpose of providing the information location tool;</p> <p>(b) communicates that reproduction to the public by telecommunication for the purpose of providing the information that has been located by the information location tool;</p> <p>(c) does not modify the reproduction, other than for technical reasons;</p> <p>(d) complies with any conditions relating to the making or caching, or doing of any act similar to caching, of reproductions of the work or other subject-matter, or to the communication of the reproductions</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique que si le fournisseur respecte les conditions ci-après en ce qui a trait à l'oeuvre ou à l'autre objet du droit d'auteur :</p> <p>a) il reproduit l'oeuvre ou l'objet et met cette reproduction en antémémoire ou effectue à son égard toute autre opération similaire, de façon automatique, et ce en vue de fournir l'outil de repérage;</p> <p>b) il communique cette reproduction au public par télécommunication, et ce en vue de fournir l'information repérée par l'outil de repérage;</p> <p>c) il ne modifie pas la reproduction, sauf pour des raisons techniques;</p> <p>d) il se conforme aux conditions relatives à la reproduction, à la mise en antémémoire de cette reproduction ou à l'exécution à son égard de toute autre opération similaire, ou à la communication au</p>	Conditions d'application

	to the public by telecommunication, that were established by whoever made the work or other subject-matter available through the Internet or another digital network and that lend themselves to automated reading and execution; and	public par télécommunication de la reproduction, qui ont été établies par la personne ayant rendu l'oeuvre ou l'objet accessibles sur Internet ou un autre réseau numérique et qui se prêtent à une lecture ou à une exécution automatique;	
	(e) does not interfere with the lawful use of technology to obtain data on the use of the work or other subject-matter.	e) il n'entrave pas l'usage licite de la technologie pour l'obtention de données sur l'utilisation de l'oeuvre ou de l'objet.	
Limitation	(3) If the provider receives a notice of claimed infringement, relating to a work or other subject-matter, that complies with subsection 41.25(2) after the work or other subject-matter has been removed from the electronic location set out in the notice, then subsection (1) applies, with respect to reproductions made from that electronic location, only to infringements that occurred before the day that is 30 days — or the period that may be prescribed by regulation — after the day on which the provider receives the notice.	(3) Dans le cas où le fournisseur reçoit un avis de prétendue violation conforme au paragraphe 41.25(2) à l'égard d'une oeuvre ou d'un autre objet du droit d'auteur après le retrait de celui-ci de l'emplacement électronique mentionné dans l'avis, le paragraphe (1) ne s'applique, à l'égard des reproductions faites à partir de cet emplacement, qu'aux violations commises avant l'expiration de trente jours — ou toute autre période prévue par règlement — suivant la réception de l'avis.	Réserve
Exception	(4) Subsection (1) does not apply to the provision of the information location tool if the provision of that tool constitutes an infringement of copyright under subsection 27(2.3).	(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard de la fourniture de l'outil de repérage si celle-ci constitue une violation du droit d'auteur prévue au paragraphe 27(2.3).	Exception
Meaning of "information location tool"	(5) In this section, "information location tool" means any tool that makes it possible to locate information that is available through the Internet or another digital network.	(5) Au présent article, « outil de repérage » s'entend de tout outil permettant de repérer l'information qui est accessible sur l'Internet ou tout autre réseau numérique.	Définition de « outil de repérage »
Circumvention of technological protection measure	<b>48. Section 42 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</b>  (3.1) Every person, except a person who is acting on behalf of a library, archive or museum or an educational institution, is guilty of an offence who knowingly and for commercial purposes contravenes section 41.1 and is liable  (a) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$1 000 000 or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both; or  (b) on summary conviction, to a fine not exceeding \$25 000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.	<b>48. L'article 42 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :</b>  (3.1) Quiconque — à l'exception de la personne qui agit pour le compte d'une bibliothèque, d'un musée, d'un service d'archives ou d'un établissement d'enseignement — contrevient sciemment et à des fins commerciales à l'article 41.1 commet une infraction passible :  a) sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, d'une amende maximale de 1 000 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines;  b) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.	Infraction : contournement de mesure technique de protection
	<b>49. The Act is amended by adding the following after section 43:</b>  <b>LIMITATION OR PRESCRIPTION PERIOD</b> <b>43.1 (1) Subject to subsection (2), a court may award a remedy for any act or omission that has been done contrary to this Act only if</b>  (a) the proceedings for the act or omission giving rise to a remedy are commenced within three years after it occurred, in the case where the plaintiff knew, or could reasonably have been expected to know, of the act or omission at the time it occurred; or  (b) the proceedings for the act or omission giving rise to a remedy are commenced within three years after the time when the plaintiff first knew of it, or could reasonably have been expected to know of it, in the case where the plaintiff did not know, and could not reasonably have been expected to know, of the act or omission at the time it occurred.	<b>49. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 43, de ce qui suit :</b>  <b>PRESCRIPTION</b> <b>43.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le tribunal ne peut accorder de réparations à l'égard d'un fait — acte ou omission — contraire à la présente loi que dans les cas suivants :</b>  a) le demandeur engage une procédure dans les trois ans qui suivent le moment où le fait visé par le recours a eu lieu, s'il avait connaissance du fait au moment où il a eu lieu ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il en ait eu connaissance à ce moment;  b) le demandeur engage une procédure dans les trois ans qui suivent le moment où il a pris connaissance du fait visé par le recours ou le moment où il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il en ait pris connaissance, s'il n'en avait pas connaissance au moment où il a eu lieu ou s'il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce qu'il en ait eu connaissance à ce moment.	
Limitation or prescription period for civil remedies	(2) The court shall apply the limitation or prescription period set out in paragraph (1)(a) or (b) only in respect of a party who pleads a limitation period.	(2) Le tribunal ne fait jouer la prescription visée aux alinéas (1 a) ou b) qu'à l'égard de la partie qui l'invoque.	Prescription
1997, c. 24, s. 34(1)	<b>50. Subsection 58(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>50. Le paragraphe 58(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, par. 34(1)
Execution of instruments	<b>58. (1) Any assignment of a copyright, or any licence granting an interest in a copyright, may be executed, subscribed or acknowledged at any place in a treaty country, a Rome Convention country or a WPPT country by the assignor, licensor or secured or hypothecary debtor, before any notary public, commissioner or other official, or the judge of any court, who is authorized by law to administer oaths or certify documents in that place and who also subscribes their signature and affixes to, or impresses on, the assignment or licence their official seal or the seal of the court of which they are a judge.</b>	<b>58. (1) Tout acte de cession d'un droit d'auteur ou toute licence concédant un intérêt sur un droit d'auteur peut être exécuté, souscrit ou attesté en tout lieu dans un pays signataire ou dans un pays partie à la Convention de Rome ou au traité de l'OIEP par le cédant, le concédant ou le débiteur hypothécaire, devant un notaire public, un commissaire ou autre fonctionnaire ou un juge légalement autorisé à faire prêter serment ou à certifier des documents en ce lieu, qui appose à l'acte sa signature et son sceau officiel ou celui de son tribunal.</b>	Exécution de la cession ou de la concession
1997, c. 24, s. 37(2)	<b>51. Paragraphs 62(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:</b>  (a) for the purposes of paragraph 30.01(6)(d), respecting measures, which may vary according to circumstances specified in the regulations;	<b>51. Les alinéas 62(1 a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</b>  a) prévoir les mesures à prendre pour l'application de l'alinéa 30.01(6) d), lesquelles peuvent varier selon les circonstances précisées;	1997, ch. 24, par. 37(2)

	<p><u>(b) for the purposes of paragraph 30.02(3)(d), respecting measures, which may vary according to circumstances specified in the regulations;</u></p> <p><u>(c) prescribing the form of a notice of claimed infringement referred to in subsection 41.25(2) and prescribing information to be contained in it;</u></p> <p><u>(d) prescribing anything that by this Act is to be prescribed by regulation; and</u></p> <p><u>(e) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.</u></p>	<p><u>b) prévoir les mesures à prendre pour l'application de l'alinéa 30.02(3)d), lesquelles peuvent varier selon les circonstances précisées;</u></p> <p><u>c) prévoir la forme de l'avis prévu au paragraphe 41.25(2) et préciser toute information devant y être incluse;</u></p> <p><u>d) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;</u></p> <p><u>e) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.</u></p>	
1997, c. 24, s. 45; 2001, c. 34, s. 35(E)	<b>52. Subsection 67.1(4) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>52. Le paragraphe 67.1(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 45; 2001, ch. 34, art. 35(A)
Prohibition of enforcement	<p>(4) If a proposed tariff is not filed with respect to the work, performer's performance or sound recording in question, no action may be commenced, without the written consent of the Minister, for</p> <p>(a) the infringement of the rights, referred to in section 3, to perform a work in public or to communicate it to the public by telecommunication;</p> <p><u>(b) the infringement of the rights referred to in paragraph 15(1.1)(d) or 18(1.1)(a); or</u></p> <p><u>(c) the recovery of royalties referred to in section 19.</u></p>	<p>(4) Le non-dépôt du projet empêche, sauf autorisation écrite du ministre, l'exercice de quelque recours que ce soit pour violation du droit d'exécution en public ou de communication au public par télécommunication visé à l'article 3 ou des droits visés aux alinéas 15(1.1)d) ou 18(1.1)a), ou pour recouvrement des redevances visées à l'article 19.</p>	Intention des recours
1997, c. 24, s. 45	<b>53. Subparagraph 68(2)(a)(i) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>53. Le sous-alinéa 68(2)a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 45
1997, c. 24, s. 45	<b>54. Subsection 68.2(2) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>54. Le paragraphe 68.2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 45
Proceedings barred if royalties tendered or paid	<p>(2) No proceedings may be brought against a person who has paid or offered to pay the royalties specified in an approved tariff for</p> <p>(a) the infringement of the right to perform in public or the right to communicate to the public by telecommunication, referred to in section 3;</p> <p><u>(b) the infringement of the rights referred to in paragraph 15(1.1)(d) or 18(1.1)(a); or</u></p> <p><u>(c) the recovery of royalties referred to in section 19.</u></p>	<p>(2) Il ne peut être intenté aucun recours pour violation des droits d'exécution en public ou de communication au public par télécommunication visés à l'article 3 ou des droits visés aux alinéas 15(1.1)d) ou 18(1.1)a), ou pour recouvrement des redevances visées à l'article 19, contre quiconque a payé ou offert de payer les redevances figurant au tarif homologué.</p>	Intention des recours
1997, c. 24, s. 50	<b>55. Subsection 71(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>55. Le paragraphe 71(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 50
Filing of proposed tariffs	<p>71. (1) Each collective society that carries on the business of collecting royalties referred to in subsection 29.7(2) or (3) or paragraph 31(2)(d) shall file with the Board a proposed tariff, but no other person may file such a tariff.</p>	<p>71. (1) Seule une société de gestion qui se livre à la perception des redevances visées aux paragraphes 29.7(2) ou (3) ou à l'alinéa 31(2)d) peut déposer auprès de la Commission un projet de tarif de ces redevances.</p>	Dépôt d'un projet de tarif
1997, c. 24, s. 50	<b>56. (1) Subsection 76(2) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>56. (1) Le paragraphe 76(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 50
Royalties that may be recovered	<p>(2) An owner of copyright who does not authorize a collective society to collect, for that person's benefit, royalties referred to in subsection 29.7(2) or (3) is, if such royalties are payable during a period when an approved tariff that is applicable to that kind of work or other subject-matter is effective, entitled to be paid those royalties by the collective society that is designated by the Board, of its own motion or on application, subject to the same conditions as those to which a person who has so authorized that collective society is subject.</p>	<p>(2) Tout titulaire d'un droit d'auteur qui n'a habilité aucune société de gestion à agir à son profit pour la perception des redevances visées aux paragraphes 29.7(2) et (3) peut, si ces redevances sont exigibles lorsqu'un tarif homologué s'applique en l'occurrence à ce type d'oeuvres ou d'objets du droit d'auteur, réclamer auprès de la société de gestion désignée, d'office ou sur demande, par la Commission le paiement de ces redevances aux mêmes conditions qu'une personne qui a habilité la société de gestion à cette fin.</p>	Reclamation des non-membres dans les autres cas
1997, c. 24, s. 50	<b>(2) Subparagraphs 76(4)(b)(i) and (ii) of the Act are repealed.</b>	<b>(2) Les sous-alinéas 76(4)b)(i) et (ii) de la même loi sont abrogés.</b>	1997, ch. 24, art. 50
1997, c. 24, s. 50	<b>57. Subsection 78(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>57. Le paragraphe 78(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 50
Board may determine compensation	<p>78. (1) Subject to subsection (2), for the purposes of subsections 32.4(2), 32.5(2), 33(2), <u>33.1(2)</u> and <u>33.2(2)</u>, the Board may, on application by any of the parties referred to in one of those provisions, determine the amount of the compensation referred to in that provision that the Board considers reasonable, having regard to all the circumstances, including any judgment of a court in an action between the parties for the enforcement of a right mentioned in subsection 32.4(3) or 32.5(3).</p>	<p>78. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Commission peut, sur demande de l'une ou l'autre des parties visées aux paragraphes 32.4(2), 32.5(2), 33(2), <u>33.1(2)</u> et <u>33.2(2)</u>, fixer l'indemnité à verser qu'elle estime raisonnable, compte tenu des circonstances. Elle peut notamment prendre en considération toute décision émanant d'un tribunal dans une poursuite pour la reconnaissance des droits visés aux paragraphes 32.4(3) ou 32.5(3).</p>	Indemnité fixée par la Commission
1997, c. 24, s. 50	<b>58. Section 92 of the Act is replaced by the following:</b>	<b>58. L'article 92 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	1997, ch. 24, art. 50
Review of Act	<p>92. Five years after <u>the day on which</u> this section comes into force <u>and at the end of each subsequent period of five years, a committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament is to be designated or established for the purpose of reviewing</u> this Act.</p>	<p>92. Cinq ans après la date de l'entrée en vigueur du présent article <u>et à intervalles de cinq ans par la suite, le comité du Sénat, de la Chambre des communes ou des deux chambres désigné ou constitué à cette fin entreprend</u> l'examen de l'application de la présente loi.</p>	Examen

## TRANSITIONAL PROVISIONS

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

No revival of copyright in photograph	59. (1) The repeal of section 10 of the <i>Copyright Act</i> by section 6 does not have the effect of reviving copyright in any photograph in which, on the coming into force of that section 6, copyright had expired.	59. (1) L'abrogation de l'article 10 de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> par l'article 6 n'a pas pour effet de réactiver le droit d'auteur sur une photographie éteint à la date d'entrée en vigueur de cet article 6.	Droit d'auteur sur une photographie
Cases where corporations were deemed to be authors	(2) In any case in which, immediately before the coming into force of section 6, a corporation is deemed, by virtue of subsection 10(2) of the <i>Copyright Act</i> as it read before the coming into force of that section 6, to be the author of a photograph in which copyright subsists at that time, the copyright in that photograph continues to subsist for the term determined in accordance with sections 6, 6.1, 6.2, 9, 11.1 or 12 of the <i>Copyright Act</i> as if its author were the individual who would have been considered the author of the photograph apart from that subsection 10(2).	(2) Si une personne morale est, en vertu du paragraphe 10(2) de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 6, considérée comme l'auteur d'une photographie sur laquelle existe un droit d'auteur à l'entrée en vigueur de cet article 6, le droit d'auteur sur la photographie subsiste pour la période déterminée en conformité avec les articles 6, 6.1, 6.2, 9, 11.1 et 12 de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> comme si l'auteur était la personne physique qui aurait été considérée comme l'auteur de la photographie n'eût été ce paragraphe 10(2).	Photographie dont une personne morale est réputée être l'auteur
Cases where individuals were deemed to be authors	(3) In any case in which an individual is deemed to be the author of a photograph, by virtue of subsection 10(2) of the <i>Copyright Act</i> as it read before the coming into force of section 6, the individual continues, after the coming into force of that section 6, to be the author of that photograph for the purposes of the <i>Copyright Act</i> .	(3) Si une personne physique est, en vertu du paragraphe 10(2) de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 6, considérée comme l'auteur d'une photographie, elle continue de l'être pour l'application de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> à l'entrée en vigueur de cet article 6.	Photographie dont une personne physique est réputée être l'auteur
Engraving, photograph or portrait	60. Subsection 13(2) of the <i>Copyright Act</i> , as it read immediately before the coming into force of section 7, continues to apply with respect to any engraving, photograph or portrait the plate or original of which was commissioned before the coming into force of that section 7.	60. Le paragraphe 13(2) de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> , dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 7, continue de s'appliquer à l'égard des gravures, photographies et portraits dont la planche ou toute autre production originale a été commandée avant l'entrée en vigueur de cet article 7.	Gravure, photographie, portrait
No revival of copyright	61. Subsections 23(1) to (2) of the <i>Copyright Act</i> , as enacted by section 17, do not have the effect of reviving the copyright, or a right to remuneration, in any performer's performance or sound recording in which the copyright or the right to remuneration had expired on the coming into force of those subsections.	61. Les paragraphes 23(1) à (2) de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> , édictés par l'article 17, n'ont pas pour effet de réactiver le droit d'auteur ou le droit à rémunération, selon le cas, sur une prestation ou un enregistrement sonore éteint à la date d'entrée en vigueur de ces paragraphes.	Droit d'auteur éteint
Limitation or prescription period	62. (1) Subsection 43.1(1) of the <i>Copyright Act</i> , as enacted by section 49, applies only to proceedings with respect to an act or omission that occurred after the coming into force of that section.	62. (1) Le paragraphe 43.1(1) de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> , édicté par l'article 49, ne s'applique qu'aux procédures engagées à l'égard des faits — actes ou omissions — postérieurs à l'entrée en vigueur de cet article.	Prescription
Former limitation or prescription period continued	(2) Subsection 41(1) of the <i>Copyright Act</i> , as it read immediately before the coming into force of section 47, applies to proceedings with respect to an infringement that occurred before the coming into force of that section.	(2) Le paragraphe 41(1) de la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> , dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 47, continue de s'appliquer aux procédures engagées à l'égard des violations du droit d'auteur commises avant cette entrée en vigueur.	Prescription
Order in council	<b>COMING INTO FORCE</b> 63. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.	<b>ENTRÉE EN VIGUEUR</b> 63. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.	Décret

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada